



## Don de 6 milliards de l'UE p.10



### INVITÉ

**Françoise Collet,**  
*Ambassadeur-Chef de la délégation  
de l'Union européenne au Cameroun. Pp 24-25*



**Cette subvention dans le cadre du PNDP  
favorise l'emploi et l'insertion des jeunes**



## Le PNDP III œuvre davantage au renforcement des capacités...

... Institutionnelles des communes



... Humaines dans/autour de la commune



En plus, le PNDP a doté chaque commune d'une moto, d'un ordinateur et d'un GPS...

*Ensemble, impulsions le développement local*



CNC, Nouvelle route Bastos, Face PNUD  
BP: 660 Yaoundé-Cameroun - Tél.: +237 222 213 664 - Fax: +237 222 213 663  
Email : pndp@pndp.org - Site web : www.pndp.org



Nos institutions se complètent progressivement et fonctionnent de manière exemplaire. La décentralisation est en marche et les Camerounais pourront bientôt participer plus directement à la gestion des affaires publiques. Aussi longtemps qu'une partie de notre population souffrira de la pauvreté, que l'égalité des chances ne sera pas garantie pour tous, que l'avenir de notre jeunesse sera incertain, notre tâche ne sera pas terminée (...)

*Message du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA à la Nation, le 31 décembre 2006.*



**S.E. Paul BIYA**  
Président de la République du Cameroun



**Philemon Yang**  
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



**Louis Paul Motaze**  
Ministre de l'Economie, de la Planification  
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)



**Yaouba Abdoulaye**  
Ministre Délégué auprès du MINEPAT  
chargé de la Planification



**Jean Tchoffo**  
Secrétaire Général du MINEPAT

## SOMMAIRE

08

Complexe agro-industriel  
d'Ebowa  
**Le MINEPAT instruit  
l'accélération des travaux**



16

Découverte  
**Visite de l'Ambassadeur  
de France au Sud**



20

PDPP III  
**Les méthodes de collecte  
des données améliorées**



22

Développement local  
**Le pari gagnant de  
l'intercommunalité**



### EDITORIAL

- 06 Bonne et heureuse année 2017
- 07 Happy new year 2017

### ESPACE MINEPAT

- 09 Cameroun - Italie : du bon usage de la dette

### ACTUALITÉS

- 10 PNDP - FFU : signature de l'accord de financement
- 11 Projets radios communautaires : le MINCOM réunit des experts à Mbalmayo
- 12 Réseautage : le PNDP au Forum International des évaluateurs
- 13 Experience sharing : PNDP takes parts in global conference on development
- 13 Approches participatives : le PNDP partage son expérience
- 14 Développement durable : le MINFOF valorise le bambou de Chine
- 15 SIM\_ba : formation des cadres du MINFI
- 17 C2D : l'AFD pour une communication améliorée
- 18 Système d'information : le PNDP s'approprie le PGI
- 19 PTBA 2017 : un projet de budget de 36 milliards

### NOS PARTENAIRES EN BREF

- 21 Diplomatie : Gilles Thibault remplace Christine Robichon
- 23 Populations vulnérables : le MINAS affine sa stratégie

### INVITÉ

- 24-25 Françoise Collet : cette subvention dans le cadre du PNDP favorise l'emploi et l'insertion des jeunes

### DOSSIER

- 26 Endogenous Solutions : People take ownership of local development
- 27 Est : l'exceptionnelle épargne du village Ouanden
- 28 Est : le point d'eau consolide le vivre ensemble
- 29 Est : le Comité de gestion enrayer l'incivisme fiscal
- 30 Adamaoua : le village Wamé stabilise l'économie locale
- 31 Adamaoua : un champ école aux résultats spectaculaires à Fada
- 32 Extrême-Nord : quand l'eau dépasse sa fonction première
- 33 Extrême-Nord : Mokio stérilise la gestion de son CSI
- 34 Nord : le Comité de gestion de Tongo-Mafa fait des extensions
- 35 Sud : un marché au coeur de la commune

- 36 Commentaire : une opportunité de financement du développement à la base

### PNDP EN CHIFFRES

- 37-39 État de mise en oeuvre au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016

### NOUVELLES DES RÉGIONS

- 40 Programme ASGIRAP : 200 villages pour la composante 1
- 41 Fund raising : les CVUC Adamaoua en quête des bailleurs
- 42 Ouest : les capacités des différents acteurs renforcées
- 42 Sud-ouest : Send-off d'Estelle Mballa
- 43 Est : Elan de coeur du PNDP
- 43 Est : Inauguration du marché des vivres
- 44 Est : légalisation du statut des populations
- 44 Est : Bétaré-Oya a son complexe commercial
- 45 Est : la commune de Mindourou a son PIA 2017
- 45 Est : le Plan d'Investissement Annuel de Ngoyla est prêt
- 46 Littoral : les communes en quête de budgets réalistes
- 46 Centre : le PNDP renforce les capacités des acteurs

**Directeur de la Publication**  
Marie Madeleine Nga

**Rédacteur en chef**  
Kamdem Souop  
akamdem@pndp.org

**Comité éditorial**  
Alphonse Boyogueno,  
Georges Nkami, Isaac Ekeme,  
Emmanuel Elimbi, Charles  
Boube, Frédéric Bandon,  
Peter Elangwe.

**Equipe de rédaction**  
Kamdem Souop, Yuh Timchia,  
Philippe Nsoa, Paul Charlot  
Elomo, Rachel Njoya, Stéphan  
Kapto, Rostand Embolo, Perrier  
Fouelefack, Sylvestre Chegue,  
Augustin Bitchick, Hamadou  
Ousman, Palestine Mbarga.

**Adamaoua**  
Nana Maadjou, Bernard  
Oumarou Sally

**Centre**  
Thomas Ongon, Willy Azebaze

**Est**  
Claudine Ashotkuemun,  
Elysée Olinga Ateba

**Extrême-Nord**  
Antoine Degem, Mankongo

**Littoral**  
Olivier Herman Bekack,  
Sophie Babouma

**Nord**  
Ousmaïla Mohamadou,  
Casimir Tekela

**Nord-Ouest**  
Bruno Daniel Nkandjo, Pascal  
Kolo

**Ouest**  
Boniface Megouo, Michel  
Delor Mbang, Martin Duplex  
Sakam

**Sud**  
Florent Hugues Bessala,  
Elisabeth Nzuno

**Sud-Ouest**  
Atenchong David Nkem,  
Alexandre Atangana

**Secrétaire de rédaction**  
Kamdem Souop

**Mise en page**  
Lordric Kako

**Impression**  
Sopecam

**Tirage**  
5000 exemplaires

**Abonnements**  
lesechos@pndp.org

**Cellule Nationale de  
Coordination**  
BP 660 Yaoundé-Cameroun  
Email : pndp@pndp.org  
Site web : www.pndp.org  
Tél. : +237 222 213 664  
Fax : +237 222 213 663



## Bonne et heureuse année 2017

Par Marie Madeleine Nga

**A**u moment où la nouvelle année 2017 démarre, je voudrais pouvoir évoquer avec vous un bilan succinct de l'année 2016 qui a été intense en défis et jalonnée d'importants dossiers dont les principaux aboutissements ont été :

- 1) La signature de l'accord d'un nouveau Crédit IDA entre la Banque mondiale et le Gouvernement du Cameroun, pour la troisième phase du PNDP, le 03 février 2016. Cet accord a donné lieu à la mise en vigueur de ce Crédit le 04 avril 2016 et le lancement officiel du PNDP III sur le plan national le 10 mai 2016 et dans les 10 régions, de juillet à août 2016 ;
- 2) La signature d'une Convention le 13 septembre 2016, entre le PNDP et le Projet d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agro-pastorales (ASGIRAP) sous tutelle du MINADER et du MINEPIA, pour la mise en œuvre de la Composante 1 de ce Projet par le PNDP, dans les régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord et du Nord. Cette signature est la reconnaissance par les bailleurs de fonds de l'expertise du PNDP, sur un certain nombre de problématiques en l'occurrence la gestion des terroirs et des conflits agro-pastoraux. En effet, sur financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), avec l'appui de la Banque mondiale, le PNDP avait déjà exécuté avec succès de 2007 à 2012 l'opération de gestion durable des terres dans les régions de l'Adamaoua, du Centre, du Nord et de l'Ouest; la signature de la Convention entre l'Agence Française de Développement (AFD) et le Gouvernement du Cameroun, le 20 décembre 2016, pour un nouveau financement en vue

de densifier les opérations à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans la région de l'Extrême-Nord. Ce financement consacre l'arrivée d'un nouveau bailleur au sein du Programme, en l'occurrence l'Union Européenne.

Tout cela donne à l'année 2017 une ère de floraison avec par ailleurs, les premiers projets REDD+, les Radios Communautaires, la mise en œuvre du C2D III, le démarrage effectif du PNDP - FED et la montée en puissance du PNDP classique y compris, les opérations en faveur des peuples pygmées.

Je puis vous assurer de la détermination des équipes du PNDP sur l'ensemble du territoire pour l'atteinte de ces défis au nombre desquels on pourrait ajouter :

- La clôture de toutes les activités (microprojets, REDD+, Radios Communautaires, HIMO 1) liées au C2D II en cours, d'ici à novembre 2017 ;
- L'intensification de la mise en œuvre des fonds IDA dans la perspective de la revue à mi-parcours de ce financement prévu en début 2018 ;
- La finalisation de l'instruction du C2D III et du PNDP-FED devant déboucher sur la signature d'une convention entre le Gouvernement du Cameroun et l'AFD ;
- La réalisation des études relatives à la problématique de la pérennisation du Programme.

Mais déjà, permettez-moi de vous souhaiter à tous, ainsi qu'à tous ceux qui vous sont chers, une belle et heureuse année 2017. ●



**Tout donne à l'année 2017 une ère de floraison avec par ailleurs, les premiers projets REDD+, les Radios Communautaires, la mise en œuvre du C2D III, le démarrage effectif du PNDP - FED et la montée en puissance du PNDP classique y compris, les opérations en faveur des Peuples Pygmées.**



## Happy new year 2017

By Marie Madeleine Nga



**All these point to the fact that the year 2017 comes with considerable yields with REDD + projects, community radios, the implementation of the C2D III, the effective start of the PNDP - FED and the classical rise of the PNDP including, programs for the Pygmy community.**



**A**s 2017 commences, permit me to give you a succinct summary of 2016, a year which was immensely challenging and marked by certain key plans whose main outcomes were:

- 1) The signing of a new IDA Credit Agreement between the World Bank and the Government of Cameroon for the third phase of the PNDP on 3 February 2016. The agreement gave rise to the entry into force of this credit on 4 April 2016 and the official launch of PNDP III at national level on 10 May 2016 and in the ten regions from July to August 2016;
- 2) The signing of a convention on 13 September 2016 between the PNDP and the Support Program for Security and Integrated Resource Management under the supervision of the Ministry of Agriculture and Rural Development and the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries, for the implementation of its first component by the PNDP in the Adamawa, Far North and North regions. This convention is recognition by donors of the PNDP's expertise on a number of issues, in this case the land tenure and agropastoral conflicts. Indeed, with funding from the Global Environment Facility (GEF) and World Bank assistance, the PNDP had already successfully implemented, from 2007 to 2012, the operation of sustainable land tenure management in the Adamawa, Centre, North and West regions, the signing of the agreement between the French Development

Agency and the Government of Cameroon on December 20, 2016 for new financing to intensify labour-intensive operations and socio-professional integration of young people in the Far North region. This funding ensures the arrival of a new donor within the Program, the European Union.

All these point to the fact that the year 2017 comes with considerable yields with REDD + projects, community radios, the implementation of the C2D III, the effective start of the PNDP - FED and the classical rise of the PNDP including, programs for the Pygmy community.

I can assure you of the determination of PNDP teams all over the country to beat these challenges among which one could add :

- Closing all activities (small-scale projects, REDD +, Community Radio, HIMO 1) linked to C2D II in progress, by November 2017 ;
- Intensification of the implementation of IDA funds in view of the mid-term review of this planned funding at the beginning of 2018 ;
- The finalization of the C2D III training and the PNDP-FED, in order for the signing of an agreement between the Government of Cameroon and the AFD to take place ;
- Conducting studies on the sustainability of the Program.

I wish you, and your loved ones, a lovely and happy 2017. ●



Complexe agro-industriel d'Ebolowa

## Le MINEPAT instruit l'accélération des travaux



L'acquisition d'un transformateur et l'institution d'une seconde régie devraient booster la réalisation du projet dont les travaux sont déjà exécutés à 86%.

**25** moissonneuses-batteuses, 4200 matériels et 870 tracteurs déjà assemblés. Sur les 870 tracteurs assemblés, 523 ont été distribués aux agriculteurs. La chaîne d'assemblage des tracteurs, le magasin de stockage, le bloc administratif, la cantine, la voirie et les hangars sont achevés. De plus, dix antennes de pools d'engins ont été créées dans chaque chef-lieu de région, à l'effet de rapprocher ces équipements des bassins de production.

A la fin du mois de novembre 2016, le taux de réalisation physique des travaux de la première phase du complexe agro-industriel d'Ebolowa était de 86%. Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Louis Paul Motaze, le Gouverneur de la région du Sud, Felix Nguete Nguete, et le Consul honoraire de l'Inde au Cameroun,

Ravi Kumar, ont pu le vérifier au cours d'une visite de travail sur le site du projet, le 11 novembre 2016.

Le projet avance certes, mais pas assez vite, selon le MINEPAT qui a instruit l'accélération des travaux. Entre autres mesures prescrites, il y a le bouclage de la chaîne de montage et la fourniture de l'électricité sur le site. Dans cette perspective, un marché de gré-à-gré a déjà été lancé pour l'acquisition d'un transformateur d'une puissance de 500 KVA. Après l'accord de l'autorité des Marchés Publics, le MINEPAT a aussi institué une deuxième régie,

**Entre autres mesures prescrites, il y a le bouclage de la chaîne de montage et la fourniture de l'électricité sur le site.**

suite à l'arrêt des travaux de la première.

Cette visite de chantier, a permis au MINEPAT de rappeler à l'ensemble des parties prenantes l'orientation stratégique voulue par le Chef de l'État, à travers cet important projet. Ainsi, dira-t-il : « ce projet sert d'appui logistique » à la matérialisation de l'agriculture de deuxième génération.

Joint-venture à capitaux indiens et camerounais, le complexe agro-industriel d'Ebolowa ambitionne de devenir « un centre de mécanisation agricole en Afrique centrale », selon les termes de Louis Paul Motaze. ●

Cameroun-Italie

## Du bon usage de la dette

Pour l'Italie, les ressources issues de l'annulation de la dette doivent être allouées en priorité au développement rural, à l'éducation et à la santé dans les régions de l'Adamaoua, du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Est.

Louis Paul Motaze, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), a conduit une délégation dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2016. Cette descente s'inscrit dans le cadre de l'évaluation des réalisations effectuées avec les ressources issues de l'annulation de la dette par le République d'Italie. Le MINEPAT était accompagné pour la circonstance de Youssouf Adidja Alim, Ministre de l'Education de Base, André Mama Fouda, Ministre de la Santé Publique et S.E. Samuela Isopi, Ambassadrice d'Italie au Cameroun.

La délégation a pu se rendre compte de l'effectivité des réalisations, conformément au vœu émis

par la République d'Italie, lorsqu'elle a décidé d'annuler la dette du Cameroun. Ainsi des salles de classe, des centres de santé, des forages... ont été réalisés pour les populations camerounaises nécessiteuses. Satisfecit du Ministre Louis Paul Motaze et de la délégation qui l'accompagne pour la qualité des infrastructures construites ou de l'évolution des travaux en cours dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du développement rural, arrêtés de commun accord.

« Il fallait visiter, toucher du doigt la

**Des salles de classe, des centres de santé, des forages, etc. ont été réalisés pour les populations camerounaises nécessiteuses.**

réalité des problèmes des populations et discuter avec les autorités politiques et administratives (...). Ce sont elles qui peuvent nous dire quelles sont les attentes les plus fortes », dira le MINEPAT, sous le regard acquiesçant de Madame l'Ambassadrice d'Italie, visiblement ravi. « Nous avons vu la joie des populations bénéficiaires et nous avons surtout été impressionnés par la fréquentation des classes par les jeunes enfants et notamment des jeunes filles », a ajouté la diplomate. ●





PNDP - FFU

## Signature de l'accord de financement

*L'impact économique et social de l'opération à Haute Intensité de Main-d'Oeuvre (HIMO) réalisée par le PNDP dans la région de l'Extrême-Nord a permis de s'ouvrir à d'autres guichets.*

Le 20 décembre 2016, a été signée entre le Cameroun et la France, une convention de financement du Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême-Nord. Ce projet qui favorise l'emploi et l'insertion des jeunes à travers l'Approche à Haute Intensité de Main-d'Oeuvre (HIMO), se met en œuvre dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Étaient représentés, pour la partie camerounaise, Louis Paul MOTAZE, Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). Du côté de la France, Philippe Larrieu, le Chargé d'Affaires de l'Ambassade de France au Cameroun, et Christian Yoka, Directeur Régional de l'Agence Française de Développement (AFD) au Cameroun. Cette convention porte sur l'appui au financement de la deuxième phase du projet HIMO, pour un montant de 6,6 Milliards de FCFA (10 M €) du Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) de l'Union Européenne (UE).

### ... L'union européenne

Créé en novembre 2015 lors du Sommet de La Valette qui a réuni les chefs d'État ou de gouvernement européens et africains, le FFU de l'UE s'inscrit dans le contexte d'un renforcement du dialogue entre l'UE et ses partenaires africains sur les divers aspects liés à la migration et à la stabilité. Ce projet d'investissement est l'un des premiers projets financés par le FFU qui sera mis en œuvre au Cameroun, grâce à une convention

de délégation de gestion signée entre la Commission Européenne, ordonnateur du FFU et l'AFD.

Cet appui du FFU vient compléter la mobilisation de 3,3 Milliards de FCFA (5M€) des fonds du 2<sup>ème</sup> Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) au PNDP. Ce qui a permis de faire évoluer progressivement son mode opératoire par la mise en place, en 2015, d'une composante pilote à impact rapide (Opération à Haute Intensité de main d'œuvre - HIMO) dans 11 communes de la région de l'Extrême-Nord. Ceci avec un accompagnement à l'insertion des jeunes. Les principaux résultats de cette première phase de l'opération se déclinent en :

- L'élaboration d'un projet de guide méthodologique HIMO en situation d'urgence, afin de contribuer à la mise en place d'une politique publique harmonisée sur les interventions HIMO en zones de fragilité ;
- L'exécution de 06 projets dans les secteurs de l'eau et des transports dans les communes de Hina, Moutourwa, Gobo, Mindif, Guidiguis et Wina qui sera compléter par les communes de Bourrha, Pette, Mokolo, Kaélé et Kar Hay ;
- Le recrutement de plus de 1000 jeunes dont 365 femmes présentes dans les chantiers HIMO et plus de 230 millions FCFA payés aux ouvriers à travers un établissement de microfinance ;

- La préparation de plus de 400 projets d'insertion de jeunes recrutés avec l'appui de l'ONG accompagnatrice CARE International.

Le financement du FFU va permettre sur 18 mois, à compter de la signature de la présente convention, d'étendre les bénéficiaires à l'ensemble de la région de l'Extrême-Nord, avec la réalisation des principales activités ci-après en faveur des jeunes âgés entre 18 et 35 ans :

### ... Priorité aux jeunes

- La réalisation de 20 projets d'investissements communaux issus du PRODAT ou des Plans Communaux de Développement (PCD) selon l'approche HIMO, conduisant à une amélioration du taux de couverture des infrastructures de transport et d'approvisionnement en eau pour les communes concernées ;
- Le recrutement envisagé de 3500 jeunes et la formation et l'insertion professionnelle d'environ 2500 jeunes ;
- Le renforcement des capacités des bénéficiaires (entreprises, collectivités locales, services déconcentrés) sur l'approche HIMO.

Ces interventions s'inscrivent dans la continuité des nouvelles orientations stratégiques du gouvernement définies notamment dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi-DSCE (horizon 2010 - 2020) et le Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT). ●

Projets radios communautaires

## Le MINCOM réunit des experts à Mbal Mayo



*Le Cameroun sera bientôt doté d'un cadre normatif pour la coordination du fonctionnement des radios communautaires.*

L'initiative du Ministre de la Communication (MINCOM), un atelier regroupant une quarantaine de personnes a été organisé du 12 au 14 décembre 2016 à Mbal Mayo, à l'effet de valider les Actes du premier Forum national des radios communautaires tenu en 2010 sous l'égide de l'Unesco.

En ouvrant les travaux, Emmanuel Ndjere, Secrétaire général du MINCOM, a souligné l'importance que le gouvernement attache à une meilleure coordination des interventions des acteurs qui accompagnent au quotidien les radios communautaires présentes sur le territoire camerounais ou en voie de l'être. En outre, a-t-il rappelé, « il est question de définir un plan-cadre de développement des radios communautaires, dans la perspective de création d'une instance de coordination et de suivi desdites radios ».

L'événement a bénéficié des financements de l'UNICEF, de

l'UNESCO, du MINEPAT et du PNDP. Il a connu la participation des cadres des ministères de l'Économie, de la Santé, de l'Administration territoriale, de l'Agriculture et de la Promotion de la femme et de la famille, en plus des Communes et villes unies du Cameroun. Ils ont ainsi planché sur le statut juridique et le cahier de charges des radios communautaires, les modalités de prise en compte des contenus dans les programmes de diffusion et de formation des radios communautaires, le schéma directeur de développement et le projet de cartographie des radios communautaires, leur financement et équipement-type ou encore les modalités de coordination et de suivi-évaluation de celles-ci.

Une réflexion qui a été alimentée par un exposé de Claire Soppo, Administrateur C4D à l'UNICEF, sur « Communication pour le développement et radios communautaires ». Ce qui a permis de mettre en lumière ce type de communication qui vise les changements chez l'individu

et des normes sociales, à travers des messages et des programmes radiophoniques sur les bonnes pratiques et les normes en faveur des droits humains, une approche intégrée des acteurs et une combinaison des techniques et outils de la C4D.

Les prochaines étapes prévoient, entre autres, le recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un schéma directeur de développement des radios communautaires et de leur cartographie, la consolidation du contenu relatif au statut des radios communautaires, l'élaboration des termes de référence sur la nature juridique et les procédures de travail de l'organe de coordination envisagé.

Mais déjà, des avant-projets de décret ont été soumis au Ministre de la Communication pour transmission à la Primature. Quant au plan-cadre de développement des radios communautaires, il devrait être disponible en avril prochain. ●



Réseautage

## Le PNDP au Forum international des évaluateurs

*L'expérience du PNDP a hissé haut le drapeau du Cameroun au deuxième forum international d'évaluation. Le forum a souhaité une large vulgarisation du Programme.*

Le Coordonnateur National du PNDP, Marie Madeleine Nga, a conduit, du 11 au 18 décembre 2016 à Marrakech (Maroc) une délégation de six personnes dans le cadre du deuxième Forum International Francophone de l'Évaluation (FIFE). Y ont pris part, Alphonse Boyogueno, Responsable national du Suivi-Evaluation au PNDP, Rostand Embolo et Perrier Fouelefack, respectivement ses assistants N°1 et 2, ainsi que Boniface Megouo, Coordonnateur régional du PNDP-Ouest et Suzy Nzepang, Responsable régional du Suivi-Evaluation de l'Adamaoua. Outre le Cameroun, la rencontre a vu la participation d'une vingtaine de pays de l'espace Francophone: Belgique, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Canada, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Luxembourg, Québec, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Suisse, Togo, Tunisie, etc. Au nombre des participants représentants de gouvernements, 30 parlementaires et 20 magistrats de Cours des comptes du royaume chérifien; en plus des représentants d'une quinzaine d'organisations internationales.

### Le PNDP en exemple

Au cours de cet événement organisé par le Réseau Francophone de l'Évaluation (RFE) sur le thème «L'évaluation face aux nouveaux défis

de développement », l'expérience camerounaise a été partagée à la grande satisfaction des participants. En prenant ample connaissance de la présentation du PNDP, ceux-ci ont salué une expérience qui selon eux gagnerait à être mieux vulgarisée. En effet, le FIFE a vocation à promouvoir et renforcer l'évaluation dans l'espace francophone en tenant compte de ses spécificités, expertises et défis de développement.

Le FIFE 2016 fait suite à la première édition tenue à Dakar (Sénégal) en novembre 2014, à la veille de 2015, Année Internationale de l'Évaluation, autour du thème «Évaluation des politiques publiques et bonne gouvernance dans l'espace francophone ».

Près de 250 responsables politiques, institutionnels et professionnels venant d'une vingtaine de pays, tous concernés par le développement de l'évaluation des politiques publiques, y avait participé. Ce qui a conforté la crédibilité du RFE à contribuer au développement de l'évaluation dans l'espace francophone et à donner une plus grande visibilité aux associations nationales qui œuvrent localement pour la promotion de l'évaluation. L'événement avait traité de l'impact de l'évaluation sur la bonne gouvernance et le renforcement de la démocratie; le rôle respectif

des acteurs institutionnels dans l'évaluation; la contribution de l'évaluation aux politiques de développement; l'évaluation des politiques de jeunesse, d'éducation et de promotion de la femme ; la professionnalisation de l'évaluation, etc. Dakar 2014 a débouché sur l'adoption et la proclamation de la Déclaration de Dakar à l'intention des Chefs d'État francophones, destinée à inciter les hauts décideurs francophones à développer l'évaluation dans leurs pays respectifs.

### Gouvernance et démocratie

Créé en février 2013 sous l'égide de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), le Réseau Francophone de l'Évaluation (RFE), constitue un cadre institutionnel adéquat dédié à la promotion de l'évaluation dans l'espace francophone, en particulier dans les pays du Sud. Il rassemble dès à présent 21 sociétés nationales et réseaux nationaux d'évaluation. Le RFE mène actuellement de nombreuses initiatives de développement des capacités en évaluation, de plaidoyer auprès des décideurs publics, de mise en réseau des commanditaires et des évaluateurs au niveau francophone, de soutien à ses associations membres dans leurs activités de promotion de l'évaluation. ●

### Experience sharing

## PNDP takes part in global conference on development

*The program shared its experiences with experts from other countries where community-driven development projects are funded by the World Bank in Washington D.C at the close of last year.*

Marie Madeleine Nga, PNDP National Coordinator, took part in the international conference on "The Role of Citizens in Service Delivery and Building State Legitimacy in Fragile and Conflict Affected Situations". It was organized by the World Bank's Global Programs Unit of the Social, Urban, Rural and Resilience Global Practice, and the Fletcher School of Law and Diplomacy on 5-6 december 2016.

Participants included experts from government, multilateral institutions, academia, and non-governmental organizations (NGOs) who brainstormed on the nexus between service delivery and state legitimacy in fragile and conflict -affected zones. According to World Bank stats, over

60% of the world's poor population lives in countries grappling with conflict or fragile areas.

Cameroon is living a surge in violence with persistent insecurity due to the highway banditry phenomenon (coupeurs de route) that has affecting the three northern regions for several decades, occasional insecurity due to the presence of armed groups from the Central African Republic since 2011 in the Adamawa and East regions and raids by the Boko Haram terrorist group in the Far-North region since 2014.

It is under such tough circumstances that the National Community-Driven Development Program carries out its activities. The government-backed project, funded by donors

like the French Cooperation with C2D financing and the World Bank, has contributed to this government's response to those violence by promoting citizen engagement in the management of councils, engaging citizens in planning and adapting participatory methodologies to conflict, strengthening the capacities of local authorities so that they can interact better with their citizens, providing local jobs with High Intensity Labor Force and promoting local development with socio-economic infrastructures.

The World Bank currently supports over 180 Community-Driven Development projects in 78 countries throughout the world, to the tune of close to \$16 billion. ●

### Approches participatives

## Le PNDP partage son expérience

*La rencontre sur la prise en compte du genre dans les approches participatives, organisée le 07 décembre 2016 à l'UNICEF, a donné l'occasion au Programme de partager son expérience en la matière.*

Prise en compte de la dimension genre dans les approches participatives pour l'habilitation des communautés, tel a été le thème de la rencontre qui a regroupé divers Projets et Programmes, dont le PNDP, qui travaillent à l'amélioration du bien-être des populations.

Pour Claire Soppo Mouelle, Communication for Development (C4D) Specialist à l'UNICEF, « Il est question d'identifier des points d'entrée pour renforcer la dimension genre dans les approches communautaires afin d'orienter la programmation de l'UNICEF ». Serena Fogaroli, consultante internationale de l'UNICEF, chargée de modérer les travaux, a précisé que la prochaine phase des programmes de l'UNICEF qui débute en 2018, mettra un accent particulier sur le renforcement de l'approche genre. Les travaux ont été axés sur l'harmonisation des

concepts et l'analyse des barrières liées aux inégalités genre qui entravent l'efficacité des approches communautaires. Cet important point a été complété par l'analyse des opportunités, avec la prise en compte des bonnes pratiques et leçons apprises ainsi que l'identification des points d'entrée.

Le PNDP, comme la plupart des Programmes présents, notamment du sous secteur Santé, a édifié l'assistance sur les nombreuses actions qu'il mène et qui, pour certaines, prennent en compte le genre. Il a été rappelé la prise en compte des données

**Le PNDP a édifié l'assistance sur les nombreuses actions qu'il mène et qui, pour la plus part, prennent en compte le genre.**

sur le genre et la petite enfance dans l'élaboration des Plans Communaux de Développement depuis la 2<sup>e</sup> phase du PNDP. La présentation de la mise en œuvre par le Programme, sur financement de l'AFD, de l'opération à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) dans la région de l'Extrême-Nord, a permis à l'assistance de déconstruire certains préjugés. L'autonomisation des femmes, à travers ce projet, étant une réalité parlante et édifiante à plus d'un titre. Rendez-vous a été pris pour un brainstorming régulier autour de cette problématique. ●

Développement durable

## Le MINFOF valorise le bambou de Chine



*L'utilité du bambou de Chine a amené le MINFOF à décliner les Plans de gestion de ce matériau dans les régions du Centre, du Littoral, du Sud et du Sud-ouest du Cameroun.*

Le 25 novembre 2016, s'est tenu dans la salle des conférences du Ministère des Forêts et de la Faune, l'atelier de validation de l'étude sur le Plan de gestion du bambou de Chine. Pour Joseph Nyongwen, Secrétaire général du MINFOF qui présidait les travaux, l'importance du bambou de Chine dans les trois sphères environnementale, économique et social, en tant que ressource stratégique, justifie la volonté du MINFOF de promouvoir, d'enclencher et d'organiser le processus de valorisation locale de cette ressource, à travers l'élaboration d'un plan de gestion.

Cette rencontre a donné l'occasion aux partenaires invités, dont le PNDP et certains Maires, de saisir la place et l'importance de ce matériau dans le développement économique et social des communes, ainsi que dans la préservation de l'écosystème. Sur le plan écologique et environnemental, le bambou de Chine joue un rôle important dans la lutte contre les changements clima-

tiques à travers l'atténuation, l'adaptation, la restauration des forêts et des terres dégradées.

Le MINFOF, dans son approche de gestion durable des forêts, a décidé de valoriser la filière des Produits forestiers non ligneux (PFNL) dont fait partie le bambou de Chine. La volonté de valoriser la filière bambou de Chine s'est matérialisée par l'adhésion du Cameroun à l'International Network for Bamboo and Rattan (INBAR) depuis plus d'une décennie. Il a été signé avec ladite organisation, le 25 novembre 2013, un mémorandum d'ententes, visant à travers le déploiement d'un plan bambou et rotin, la réduction de la pauvreté et la conservation de l'environnement

**Sur le plan écologique et environnemental, le bambou de Chine joue un rôle important dans la lutte contre le changement climatique à travers l'atténuation, l'adaptation, la restauration des forêts et des terres dégradées.**



à travers la production, la transformation et la commercialisation de ces ressources.

Pris dans la catégorie des produits spéciaux, au sens de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994, le positionnement du Bambou de Chine sur le marché mondial est en pleine expansion, en raison de l'accroissement de la demande en produits respectueux de l'environnement en Europe et aux États-Unis. Ainsi, en plus des 60 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le bambou représente une ressource privilégiée pour les communautés rurales. Il apparaît donc comme une réelle opportunité pour le Cameroun qui détient le potentiel le plus élevé de Bambou en Afrique. ●

SIM\_ba

## Formation des cadres du MINFI

*L'objectif visé est celui d'une meilleure appropriation du progiciel par les acteurs en charge du contrôle des communes.*

Du 29 novembre au 03 décembre 2016, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a réuni les cadres de la Direction de la Comptabilité Publique et de la Division informatique au ministère des Finances, à l'effet de les former à l'accompagnement des utilisateurs communaux sur le terrain.

Ouvrant l'atelier au nom du Coordonnateur National empêché, Emmanuel Elimbi, Responsable administratif et financier du PNDP, a rappelé l'intérêt de cette activité pour le Programme qui, par ailleurs, l'a inscrit au nombre des indicateurs de résultat du PNDP au cours de sa troisième et ultime phase (2016-2019).

Charlie Martial Ngounou, Expert en finances publiques, a indiqué que ce projet matérialise 20 ans d'engagement de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) auprès des communes d'Afrique francophone. Un engagement suivi par le PNDP, qui a permis l'accompagnement institutionnel de SIM\_ba en favorisant le déploiement du Progiciel dans l'ensemble des communes depuis 2012. Le but étant d'améliorer

significativement la production des états et comptes communaux.

« Par l'implication effective du ministère des Finances, le Cameroun donne des garanties à l'AIMF, de la satisfaction que le pays en tire », a indiqué Charlie Martial Ngounou dont le cabinet est le partenaire technique officiel de l'AIMF dans la mise en oeuvre de cet important projet.

Le représentant du directeur de la Comptabilité publique, Armand Noah, Huissier du Trésor, a rappelé l'importance qu'Abouem à Boul, Directeur de la Comptabilité Publique, accorde au renforcement des capacités des cadres de sa direction. C'est à ce titre que les dispositions ont été prises au ministère des Finances pour la participation effective desdits cadres, qui ont par ailleurs la responsabilité de contrôler les Receveurs municipaux, à qui il incombe, non seulement

**Le PNDP a permis l'accompagnement institutionnel de SIM\_ba en favorisant son déploiement dans l'ensemble des communes depuis 2012.**



de tenir la comptabilité communale, mais aussi de produire les états de synthèses mensuels et le compte de gestion en fin d'exercice.

Sylvestre Chegue, Chef Comptable du PNDP, a fait un bref rappel historique sur la première phase du projet qui avait vu une cinquantaine de communes formées à l'utilisation du progiciel en 2012, puis, 328 communes dès la seconde phase en 2013. Avec la troisième phase, toutes les 360 communes sont concernées et tous les trimestres, le PNDP organise des ateliers de consolidation de la comptabilité communale.

Cet atelier est le premier d'une série visant à poursuivre l'amélioration et l'appropriation du progiciel par les communes camerounaises, a conclu Emmanuel Elimbi. ●





Découverte

## Visite de l'Ambassadeur de France au Sud

Le nouvel Ambassadeur de France au Cameroun a découvert les réalisations du PNDP lors de sa visite au Sud.

Après son arrivée au Cameroun, Gilles Thibault a, dans le cadre de sa visite de prise de contact avec les différents acteurs, fait le tour des 10 régions du pays.

Lors de l'escale qui l'a conduit au Sud le 30 novembre 2016, il a marqué un arrêt à l'Ecole nationale des eaux et forêts (ENEF) de Mbalmayo. Prosper Magloire Seme, le directeur de l'ENEF, en a profité pour lui faire faire le tour du propriétaire et prendre la mesure des investissements en cours, mais aussi lui présenter l'historique de l'institution, les images des meilleurs élèves passés par l'ENEF et les innovations envisagées dès 2017. Il s'agit notamment d'une revue des curricula pour coller à la réalité d'un monde de l'emploi de plus en plus exigeant, car d'après Magloire Seme, « il est temps de passer de la production rentière à la production industrielle dans la nouvelle économie. D'où la nécessité de poser les jalons d'une ingénierie de production forestière avec des

filières telles que l'exploitation, l'aménagement, la surveillance de l'écosystème, la négociation et marketing, ou encore la valorisation des résidus ». Toutes choses qui demandent non seulement des fonds supplémentaires, mais aussi et surtout des partenariats avec des institutions de formation d'autres pays, notamment la France. Une doléance notée par le diplomate français.

Avant de rencontrer le gouverneur de la région, Felix Nguete Nguete, à Ebolowa, Gilles Thibault a été accueilli à Ngoulemakong par le Maire Anicet Akoa et son conseil municipal. Occasion pour lui d'échanger avec eux sur les réalisations faites sur fonds du Contrat

**Cette visite était l'occasion pour lui d'échanger avec eux sur les réalisations faites sur fonds du Contrat de désendettement et développement (C2D), ainsi que les chantiers à venir,**

de désendettement et développement (C2D), ainsi que les chantiers à venir, avec l'appui des Programmes AFOP, ACEFA et surtout PNDP. C'est ainsi qu'une visite de terrain s'est effectuée au complexe commercial de Ngoulemakong construit par le PNDP, mais aussi sur le site d'installation d'un jeune formé par le Programme AFOP.

Initialement prévue, l'inauguration du marché de Kye-Ossi par Gilles Thibault a été reporté sine die. Une urgence à Yaoundé ayant modifié l'agenda du diplomate qui a pris l'engagement de revenir dans la région pour des raisons professionnelles, mais aussi touristiques. ●



C2D

## L'AFD pour une communication améliorée

La communication autour du Contrat de Désendettement et Développement (C2D) devrait connaître un coup d'accélérateur dès 2017.

Une mission composée d'Emmanuel Dollfus et Karim Bourtel, respectivement responsable adjoint de la division communication et chargé de mission communication des agences au siège de l'Agence Française de Développement (AFD), a séjourné au Cameroun, du 7 au 15 décembre 2016.

Au menu des échanges avec leurs interlocuteurs camerounais, la mise en place d'une composante « Communication » du C2D Cameroun. En d'autres termes, la mission avait pour objet soutenir le Secrétariat technique d'appui dédié à l'exécution (STADE) du C2D et l'agence AFD Cameroun dans l'élaboration d'une stratégie globale de communication pour le C2D.

Pour ce faire, ils ont échangé avec les différents Programmes bénéficiant des fonds C2D sur les actions de communication à date, recueilli les besoins et attentes, identifié les obstacles et clarifié les cibles à atteindre ainsi que les messages clés à porter côté camerounais et français. Cet exercice a permis de relever les actions de communication jusqu'ici porteuses et réussies afin de mieux bâtir la cohérence de la stratégie en cours d'élaboration.

Celle-ci sera mise en œuvre dès 2017, avec les financements du troisième C2D et l'officialisation de la nouvelle identité visuelle de l'AFD. ●



**Cet exercice a permis de relever les actions de communication jusqu'ici porteuses et réussies pour mieux bâtir la cohérence de la stratégie en cours d'élaboration.**



Système d'information

## Le personnel du PNDP s'approprié le PGI

Le personnel a été formé, début décembre 2016, à l'utilisation de cette application dont l'entrée en vigueur officielle est prévue en janvier 2017.

Depuis la première phase du Programme National de Développement Participatif (PNDP), plusieurs leçons ont été apprises face aux difficultés rencontrées. Certaines de ces difficultés ont trouvé une solution, d'autres restent encore d'actualité et le Programme souhaite les adresser afin de garantir l'atteinte des résultats escomptés. Le système de gestion constitue donc l'un des points de la dynamique d'amélioration. C'est pourquoi un Progiciel de Gestion Intégré (PGI) entrera en service au PNDP dès janvier 2017.

Conçu par un groupement de cabinets suite au marché N°040/MINEPAT/SG/PNDP/2014 du 13 octobre 2014, ce PGI va progressivement remplacer le système actuel composé de plusieurs applications indépendantes (Tompro, TomMarché, Tomprojet, Tecpro, PROADP, etc.). À cet effet, le personnel multiplie des formations pour une opérationnalisation efficace et une meilleure appropriation de cette mutation. C'est dans ce cadre qu'un atelier a été organisé du 4 au 6 décembre 2016 à Yaoundé. Il a permis de procéder à la formation approfondie

des référents fonctionnels des régions (RRSE, CCI et CPTR). Il s'agit notamment des Responsables Régionaux du Suivi-Evaluation, des Cadres Chargés des Infrastructures et des Comptables.

Concrètement, il a été question de saisir les projets de Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2017 et les plans de passation de marché des 11 unités de gestion du Programme, et procéder à des simulations de l'utilisation du PGI. Pour la suite des travaux, il est prévu de procéder à la formation approfondie de référents fonctionnels des régions pour une utilisation du Système de Gestion Intégré (SGI) dès janvier 2017.

Cela dit, plusieurs étapes ont déjà été menées dans le cadre de la mise en place de ce PGI. Il s'agit, entre autres de la validation du cahier de charges,

**La suite des travaux prévoit la formation approfondie de référents fonctionnels des régions pour une utilisation du SGI dès le mois de janvier 2017.**



le développement des modules du système par le groupement ; la démonstration approfondie des modules du système déjà développé au cours de la période du 13 au 19 janvier 2016 ; l'installation à la CNC (Cellule Nationale de Coordination), de la version du PGI prenant en compte les recommandations issues de l'atelier de formation tenu du 28 février au 06 mars 2016 à Kribi ; la revue collective de l'utilisation du PGI par les référents fonctionnels au cours de la période du 27 au 30 septembre 2016 à Kribi ; l'hébergement du PGI sur le Web depuis le mois de novembre 2016 ; et l'imprégnation des référents fonctionnels des régions à Limbe les 19 et 20 novembre 2016. ●



PTBA 2017

## Un projet de budget de 36 milliards

L'exercice 2017 sera caractérisé par de nouveaux financements, notamment ceux du FFU, du FED et du 3<sup>e</sup> C2D.



C'est ce qui ressort de l'atelier d'élaboration du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2017 qui s'est déroulé du 13 au 20 novembre 2016. Les participants ont, en ouverture des travaux, observé un moment de recueillement après le drame qui a frappé la nation camerounaise le 21 octobre dernier lors du déraillement du train 152 à Eséka, mais aussi le décès le 24 octobre du Gouverneur du Centre, Otto Wilson, qui avait présidé le 11 août 2016, l'atelier de lancement du PNDP dans la région du Centre.

Le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) était représenté aux travaux par les cadres du secrétariat général, de la Direction des Affaires Générales, de la Direction de la Programmation des Investissements Publics, de la Direction des Infrastructures et d'Appui au Développement Régional et Local.

Dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté, le gouvernement camerounais met en œuvre avec l'appui des bailleurs de fonds le Programme National de Développement

Participatif (PNDP). Après une première et deuxième phase jugées satisfaisantes, les partenaires financiers dont la Banque mondiale ont consenti à un nouveau Crédit en vue du financement d'une troisième phase du Programme. L'objectif de cette ultime phase, qui a démarré en avril 2016 et s'achèvera en fin 2019 (fonds IDA), est de renforcer la gestion des finances publiques locales, ainsi que les processus participatifs de développement au sein des communes, en vue de garantir la fourniture des infrastructures et des services socio-économiques durables et de qualité.

L'année 2017 sera celle de l'introduction des fonds C2D de troisième génération. Par ailleurs, au cours de cette année, des financements ont été obtenus auprès de l'Union européenne à

**L'objectif de cette ultime phase, qui a démarré en avril 2016 et s'achèvera en fin 2019 (fonds IDA), est d'améliorer la fourniture des services sociaux de base (santé, éducation, eau et hygiène, etc.)**



travers le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU), pour la mise en œuvre de la phase 2 de l'opération HIMO dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua et du Fonds Européen de Développement (FED), pour le financement des activités agro-pastorales dans le septentrion et à l'Est. De même, dans le cadre du Programme ASGRAP, le PNDP a été retenu pour mettre en œuvre la composante 1.

Tous bailleurs confondus, le projet de budget s'élève à 36 milliards de FCFA et sera soumis en janvier 2017 aux commissaires du Comité National d'Orientation et de Pilotage dont la présidence est assurée par le Secrétaire général du MINEPAT. ●

PDPP III

## Les méthodes de collecte des données améliorées

Les acteurs de la mise en oeuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) peuvent désormais mieux élaborer les plans d'actions.



Les points focaux du Ministère des Affaires Sociales (MINAS), dans le cadre de la mise en oeuvre du PDPP III sont désormais formés à une meilleure utilisation des outils méthodologiques de collecte des données. Ceci à la faveur d'un atelier régional organisé à Kyeossi du 06 au 08 octobre 2016. Une démarche utile pour les chefs services d'actions sociales (SAS) nouvellement nommés dans les Délégations Départementales des Affaires Sociales (DDAS) des Régions du Centre et du Sud, qui sont appelés à prendre service au pas de course. L'atelier avait pour objectif de rendre apte les SAS et les DDAS à la manipulation des outils de collecte des données en vue de la mise en oeuvre de la troisième phase du PDPP.

Outre la présentation de la méthode d'intégration du Consentement Libre Informé et Préalable (CLIP) dans le processus d'accompagnement des Populations Pygmées, les SAS ont été appelés à élaborer des termes de référence

de leur programmation en vue de la collecte des données qui permettront d'élaborer un plan d'action par commune bénéficiaire.

Les travaux étaient présidés par Henri Nyambi III Dikosso, Directeur de la Solidarité nationale au MINAS et supervisés par Madame le Coordonnateur National du PNDP, représentée par Alphonse Boyoguenu, Responsable national du Suivi-Evaluation. Ils étaient accompagnés de Sylvie Rachel Edimo Mbappe et Dorothee Boungani Mana Pandjel respectivement Délégués régionaux MINAS du Centre et du Sud. Ont également pris part aux travaux, 06 DDAS et 20 SAS du Centre et du Sud, 02 organisations de la société civile, ainsi que 05 Leaders représentant les Populations Pygmées.

Au terme de cet atelier, un plan d'action a été élaboré par les SAS au sujet de la collecte des données et il a été recommandé de déposer les plans au plus tard au mois de janvier 2017. ●



**Élaborer des termes de référence de leur programmation en vue de la collecte des données qui permettront d'élaborer un plan d'action par commune bénéficiaire.**



Diplomatie

## Gilles Thibault remplace Christine Robichon



Depuis le 17 septembre 2016, les rênes de l'ambassade de France sont tenues par Gilles Thibault, nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de la République du Cameroun. Il remplace à ce poste Christine Robichon arrivée en fin de séjour.

Né le 14 avril 1959 à Poitiers en France, il est marié et père de 04 enfants. C'est un diplomate chevronné qui a fait ses armes à plusieurs postes de responsabilité au ministère des affaires étrangères depuis 1999. Avant le Burkina Faso et l'UEMOA où il a été en poste comme ambassadeur depuis 2013, Gilles Thibault aura été Consul

général à Dusseldorf en Allemagne et premier conseiller à Zagreb en Croatie. Il a également eu l'occasion de servir comme sous directeur et directeur adjoint des immeubles et de la logistique au ministère français des Affaires étrangères. Ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, promotion « Montcalm » en 1982, il a été auditeur à l'institut diplomatique.

Son arrivée devrait permettre la poursuite

**L'arrivée de Gilles Thibault devrait permettre la poursuite des actions engagées par la France et le Cameroun dans le cadre de la mise en oeuvre du 3<sup>e</sup> C2D validé en 2016.**



des actions engagées par la France et le Cameroun dans le cadre de la mise en oeuvre du 3<sup>e</sup> C2D validé en 2016 pour un montant global de 400 milliards de francs CFA. Ceci pour le plus grand bien des populations à la base dont le PNDP constitue le bras armé de l'État pour l'amélioration des services sociaux de base et l'appui des communes à la maîtrise d'ouvrage. ●



## Le pari gagnant de l'intercommunalité



06 communes réunies au sein du syndicat de communes du département du Mbam-et-Inoubou, dans la région du Centre, ont remporté 50 millions de FCFA destinés au meilleur promoteur du développement local pour l'édition 2016 du prix national du FEICOM.

Peu de gens auraient pronostiqué la victoire des six communes qui ont reçu le 1<sup>er</sup> prix national FEICOM, d'une valeur de 50 millions de FCFA, à l'occasion de la 2<sup>e</sup> édition du prix national FEICOM des meilleures pratiques communales de développement local qui s'est tenue le 11 novembre 2016 à Yaoundé. L'initiative « Gouvernance intercommunale du service public de l'eau et de l'assainissement de base en milieu rural dans le département du Mbam-et-Inoubou » a retenu l'attention du jury international présidé par Adama Moussa, représentant résident d'ONU-femmes au Cameroun.

Pour cette édition, 134 initiatives venant de 105 communes du Cameroun ont été reçues. Après l'évaluation documentaire, préalable à leur éligibilité, 30 dossiers ont été immédiatement rejetés. Sur les 104 initiatives restantes, 56 ont finalement été retenus par le comité

de pilotage. L'évaluation de terrain et la visite sur les sites des projets, pour apprécier l'impact et l'implication des populations, a permis de retenir et transmettre 21 dossiers au jury international qui en a finalement primé 13.

La commune de Dschang, s'est vue octroyée, sans surprise pourrait-on dire, le deuxième prix national d'une valeur de 20 millions de FCFA, pour « la création et la gestion participative d'une agence municipale de l'eau et de l'énergie ». Quant au 3<sup>e</sup> prix d'une valeur de 10 millions de FCFA, il est revenu à la commune de Ngoulemakong, pour accompagner son ini-

**134 initiatives venant de 105 communes ont été reçues**



tiative de « promotion de l'économie locale à travers la valorisation de la filière manioc ». Ce même projet a également reçu un prix spécial régional, d'une valeur de 02 millions de FCFA. Les autres prix spéciaux régionaux sont revenus aux communes de Mayo-Baleo, Yaoundé 1<sup>er</sup>, Kette, Guere, Nkong-samba 1<sup>er</sup>, Lagdo, Kumbo, Bafoussam II et Kumba.

Les prix ont été remis au cours d'une cérémonie très courue avec plusieurs membres du gouvernement et personnalités sous la houlette de René Emmanuel Sadi, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et Président du Conseil d'Administration du FEICOM. ●



Populations vulnérables

## Le MINAS affine sa stratégie

A la faveur de l'atelier de validation de l'état des lieux des mécanismes de ciblage et d'élaboration d'une proposition de méthodologie pour l'identification des personnes pauvres et vulnérables au Cameroun

« Relever le défi de la cohérence des approches » : phrase forte du discours d'ouverture de Irène Pauline Nguene, Ministre des Affaires Sociales, au cours de l'atelier de validation de l'état des lieux des mécanismes de ciblage qui s'est tenu le 22 novembre 2016 à l'hôtel Méridia de Yaoundé. Spécifiquement, il était question de faire un état des lieux des stratégies et outils de ciblage appliqués dans les différents programmes de filets sociaux existant au Cameroun et élaborer une proposition de stratégie nationale, ainsi que des outils de ciblage des personnes pauvres.

En remerciant les Ministres de la Santé, de la Communication, ainsi que la représentante du Bureau International du Travail (BIT), qui prenaient part à cette cérémonie, Irène Pauline Nguene a tenu à rappeler que la rencontre s'inscrit dans le prolongement des travaux sur l'architecture du système de santé universel. Une initiative prise par le gouvernement dans l'optique de parvenir à un développement durable et inclusif de notre pays.

Il s'agit de garantir à l'ensemble de la population et particulièrement aux personnes pauvres et vulnérables, un accès équitable aux services sociaux

de base et une protection contre les risques et les chocs. Toutefois, le constat effectué est celui de l'absence de mécanismes adaptés de ciblage et d'identification des personnes pauvres et vulnérables dans la conduite de ces actions. En effet, la méthodologie utilisée pour une enquête sociale diffère selon que l'étude est financé par le Gouvernement, les partenaires au développement ou le système des Nations Unies.

Pour la représentante résidente du Bureau International du Travail au Cameroun, cet exercice devrait permettre que l'ensemble des personnes impliquées dans la protection sociale s'accordent sur les approches et les critères objectifs pour l'identification des personnes pauvres et vulnérables. Elle garantira l'engagement du BIT à poursuivre

**Il s'agit de garantir à l'ensemble de la population et particulièrement aux personnes pauvres et vulnérables un accès équitable aux services sociaux de base et une protection contre les risques et les chocs.**



son appui de manière à contribuer plus efficacement à la construction d'un système de protection sociale complet et inclusif.

De fait, pour aider le gouvernement dans sa tâche, des programmes d'assistance aux populations sont développés dans le pays avec l'aide des partenaires techniques et financiers. Afin de permettre aux populations de se procurer un minimum de revenu et de lutter contre le chômage et le sous-emploi, des actions ont été exécutées à travers divers Programmes et projets.

D'où l'importance de telles assises qui doivent permettre d'adopter une méthodologie consensuelle d'identification des personnes vulnérables au Cameroun, quel que soit le secteur d'intervention ●

Françoise Collet,  
Chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun

## Cette subvention dans le cadre du PNDP favorise l'emploi et l'insertion des jeunes

*En marge de la signature de la Convention de financement du Fonds Fiduciaire d'Urgence entre le MINEPAT, L'UE et l'AFD, l'Ambassadeur-Chef de délégation de l'Union européenne a accordé une interview à notre rédaction*

**? Excellence, Madame l'Ambassadeur-Chef de Délégation, l'Union européenne vient d'accorder au Cameroun une subvention d'un montant de 6 milliards de FCFA dans le cadre du Projet d'investissement en appui au développement économique local dans la région de l'Extrême-Nord, favorisant ainsi l'emploi et l'insertion des jeunes (Approche HIMO) dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Comment en est-on arrivé à cette décision ?**

Je vous remercie d'abord de m'accorder cette tribune pour apporter un éclairage sur cette subvention, issue du nouvel instrument de financement de l'Union européenne qu'est le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU). Le FFU a été créé en novembre 2015 lors du Sommet de la Valette qui a réuni les chefs d'État ou de Gouvernement européens et africains. C'est dans ce contexte que s'inscrit la convention de financement du Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême-Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (Approche HIMO) dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP). La présente action d'appui du Fonds Fiduciaire d'Urgence au Cameroun a comme objectif d'accompagner 36 communes de la région de l'Extrême-Nord, dans des travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) pour la réalisation d'infrastructures socio-économiques notamment : les pistes rurales, les mares et la création d'emplois pour les jeunes ruraux, en vue de leur insertion socioprofessionnelle. Le projet cible prioritairement les jeunes entre 18 et 35 ans et mobilisera la main d'œuvre locale dans le cadre de chantiers d'infrastructures d'utilité publique.

**Et donc cette subvention a quelque chose à voir avec les grandes**

**? résolutions du Sommet de la Valette ?**

Absolument. Ce sommet a mis l'accent sur les défis que représente la migration, mais aussi sur les possibilités qu'elle offre. Le plan d'action issu de ce sommet montre une forte détermination à s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés : pauvreté répandue, sous-emploi et manque de perspectives économiques pour les jeunes, mauvaise gouvernance, instabilité sécuritaire et terrorisme, impact des phénomènes climatiques, pour ne citer que celles-ci. Afin de répondre à ces défis, le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne vise l'amélioration des perspectives économiques, la promotion de l'égalité des chances, la sécurité, le développement et une meilleure gestion des flux migratoires. L'enveloppe actuelle du FFU pour l'Afrique s'élève à 2,4 milliards d'euro. Ces contributions proviennent du budget de l'Union européenne et du Fonds Européen de Développement (FED), auxquelles s'ajoutent les ressources des Etats membres de l'Union européenne ainsi que les contributions d'autres donateurs. Le Fonds Fiduciaire d'Urgence complète l'aide au développement déjà apportée par l'Union européenne et ses États membres à l'Afrique, qui représente plus de 20 milliards d'euro chaque année et vise à soutenir un développement inclusif et durable.

**? Au cours de la cérémonie de signature de cette convention le 20 décembre dernier, vous avez salué le travail du PNDP. Visiblement, vous connaissez bien ce programme ?**

Le PNDP est une initiative nationale de soutien financier et institutionnel aux communes. Il a également pour mandat, entre autres, de renforcer les capacités des communes dans le processus de décentralisation. Il est

amplement reconnu que le PNDP occupe aujourd'hui un rôle central dans le processus de décentralisation en cours ainsi que dans le cadre du Programme d'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Nous accompagnons donc le PNDP et nous savons que de nombreux défis restent à relever. La poursuite de la réduction des écarts de développement entre les régions et les communes nous paraît cruciale et fait partie de ces défis.

**? Quelles attentes légitimes pourraient être celles du PNDP dans le 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (FED) ?**

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) réaffirme le rôle central du PNDP dans le processus de décentralisation en cours ainsi que dans le cadre du Programme d'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Le 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (FED) a prévu l'appui à la troisième phase du Programme National de Développement Participatif au Cameroun «PNDP Agropastoral-FED». Un accord a été signé avec l'AFD pour allouer, en ce début 2017, 30 millions d'euro additionnels en provenance du FED pour appuyer le volet agropastoral du PNDP. L'objectif global est de faire du secteur rural, dans les zones d'intervention du projet, un important moteur de l'économie nationale, qui crée des emplois décents et des richesses, afin de satisfaire la demande intérieure et extérieure, avec une gestion durable des ressources naturelles. Le PNDP Agropastoral aura donc pour but d'accompagner les communes dans leur rôle d'appui au développement économique local à travers le financement d'infrastructures structurantes et de projets en appui aux filières agricoles et pastorales. ●





## Endogenous Solutions

# People take ownership of local development

**O**ur special report in this issue is devoted to the functioning and sustainability of infrastructure built by the PNDP for municipalities. Carried out in the South, East, Adamawa, North and Far North regions, the report reveals that ownership of these projects is effective in some communities, with sufficiently edifying and encouraging results that stand in good stead as a models for other municipalities and communities. This challenge is all the more crucial given that during the third phase of the PNDP, more stress is being laid on the use of the infrastructures overseen by Management Committees and on the management by both municipalities and their communities at the grassroots level within Consultative Committees of their own development, for the implementation of endogenous solutions identified during Village Level Participatory Diagnoses as part of the process of drawing up Communal Development Plans.

In shifting the focus from concrete to grey matter, the PNDP has its finger on what drives local development:

communities. Within the framework of the PNDP, communities have always occupied a special position. During the first phase, they were the subject of Local Development Plans which accorded them the possibility to participate in bankrolling projects carried out in their municipalities. Then in the second phase, they were invited to merge because it was necessary to strengthen a communal spirit in all stakeholders, as enshrined in the Constitution.

However, financing development is no easy task and communities are the first source of solutions to tackle this challenge. This explains why the third phase of the PNDP, which seeks to deepen the achievements of previous phases, has put communities at the heart of the winning scheme. Through better ownership of endogenous development solutions, communities give themselves the chance to take an important leap which initially requires only the support of the council, of other development stakeholders actors later on, and finally of the State. The third phase of the PNDP will award municipalities which best

appropriate the methods and tools of the Program. And municipalities are expected to do the same with communities that appropriate and implement endogenous local development solutions. Other reporting done in the South, East, Adamawa, North and Far North regions also revealed that communities exist where appropriation is already effective. In Mokoi, an area close to Tokombéré, a Management Committee raised new buildings at the community health center. In Fada around the Meiganga area, the Management Committee of a school farm is doing a commendable job thanks to the replication of the four to hundred hectare model. In Nabolowe near Kette, the Management Committee has consolidated unity between two communities. In Tongo-Mafa in the Lagdo area, the Management committee successfully built a canal with a drinking trough at the watering hole. These examples and many more in this special report. ●

Est - Les populations s'approprient le développement local

## L'exceptionnelle épargne du village Ouanden

300 000 FCFA. C'est le montant que le Comité de gestion du point d'eau de ce village, construit avec le concours du PNDP en 2013, dans la commune de Ngoura, département de la Kadey, région de l'Est, a dans sa caisse.

**U**ne telle capacité financière est suffisamment rare au niveau des communautés pour être soulignée, tant elle traduit concrètement le degré d'appropriation des outils de développement par les populations. C'est aussi la preuve qu'avec la pérennisation, cheval de bataille du PNDP, les populations peuvent prendre en main leur propre développement.

Maman Didi Colette explique les raisons d'un tel encours par la formule retenue par le COGES du point d'eau du village Ouanden dont elle est trésorière. Avant 2015, chaque famille payait 300 FCFA par mois. Non seulement toutes les familles ne payaient pas, mais en plus le point d'eau était sujet à de nombreuses pannes. Depuis, l'option retenue c'est le paiement ponctuel en fonction du récipient. Pour en arriver là, il a fallu braver la réticence des populations qui arguaient que le point d'eau étant un don de l'État, elles n'avaient pas à payer quoi que ce soit. Là où beaucoup de COGES fléchissent, à Ouanden, il a été question d'expliquer patiemment aux utilisateurs que non seulement l'État ne comptait pas parmi les bénéficiaires de cette eau, mais qu'en plus les pannes éventuelles ne sont préjudiciables qu'aux populations du village.

### ••• Concertation

A noter aussi dans ce village, la forte implication du chef de village Pascal Koumbo. Il intervient régulièrement pour régler les disputes autour du point d'eau entre les habitants des huit quartiers que compte le village. Avec le principe du rationnement à la pompe, les ménages n'ont pas droit à plus de 40 litres par jour, soit 20 litres en matinée et 20 litres en soirée. Il se trouve donc régulièrement des femmes qui veulent puiser leurs 40 litres en un seul tour, d'où les querelles qui nécessitent l'intervention du Chef.

Pour assurer le respect des horaires de 06h - 08h 30 et 15h-18h et l'encaissement des fonds, le COGES peut compter sur Papa Oumarou dont le poids de l'âge n'a nullement entamé l'inébranlable volonté d'aider sa communauté. Il procède aux versements tous les deux jours, sans la moindre contrepartie. Le COGES bénéficie égale-

**Depuis, l'option retenue après une réunion avec l'ensemble du village, c'est le paiement ponctuel en fonction du récipient. Le COGES a testé un modèle qui marche.**

ment de l'appui de deux artisans réparateurs. Deux agents de propreté complètent le tableau qui permet à ce village de garantir la durabilité de son ouvrage.

### ••• Bénévolat

Les réunions du COGES se tiennent, généralement le dernier lundi de chaque mois. Lors des réunions du village, chaque dimanche à la chefferie, la question de l'eau est cependant toujours à l'ordre du jour. C'est ce qui permet de faire respecter la propreté du point d'eau, l'obligation de se déchausser, de même que celle de ne pas avoir plus de deux personnes au même moment à l'intérieur de l'ouvrage.

Un modèle à exporter pour ce village qui plaide pour un autre point d'eau, car ici, les normes sectorielles qui fixent un ouvrage pour 250 personnes en moyenne sont largement dépassées. ●





Est - Les populations s'approprient le développement local

## Le point d'eau consolide le vivre ensemble

*C'est la particularité de cet ouvrage, construit en 2012 avec le concours du PNDP, qui rassemble les communautés baya et musulmane au quartier Nabolowe, dans la commune de Kette, département de la Kadey, région de l'Est.*

Le Comité de gestion (COGES) du puits équipé d'une pompe à motricité humaine, de Nabolowe, quartier fort peuplé de la ville de Kette, dans le département de la Kadey, région de l'Est, réussi à assurer la cohabitation entre deux communautés qui se différencient au moins sur un point : celui du nombre de personnes par foyer. Quand le ménage chez un baya se compose de 04 personnes en moyenne, chez le musulman, le ménage est en général polygamique et peut donc comporter jusqu'à vingt personnes.

Pourtant le COGES, mis en place depuis novembre 2012 et qui n'a pas été modifié jusque-là, arrive à consolider le vivre ensemble par une gestion harmonieuse de ce point d'eau. Ouvert de 6h à 9h et de 15h à 17h par Souleymanou, le fontainier, le point d'eau bénéficie d'une propreté irréprochable. Les 40 ménages qui y ont accès doivent se plier aux cotisations mensuelles de 500 FCFA, mais surtout participer à la propreté régulière de l'ouvrage. Un point sur lequel Ata Julienne, animatrice sanitaire, veille particulièrement puisqu'elle explique au reporter que les cinq premiers arrivants au point d'eau, chaque matin, doivent faire l'entretien dans et autour de l'ouvrage.

Ça n'a pas toujours été le cas, car au début, il a fallu que le COGES tienne de nombreuses réunions avec les

deux communautés pour faciliter l'entente autour de l'eau qui est comme on le sait incolore, inodore, sans saveur et dans ce cas précis sans tribu ni religion.

Les pannes aussi étaient nombreuses au départ avec les tuyaux et les tringles qui se cassaient. L'arrivée d'Aboubacar Nana, artisan réparateur communal, a permis de passer de l'entretien curatif à l'entretien préventif. Résultat des courses, Didier Nganto, trésorier du COGES, peut se vanter, malgré les nombreuses pannes gérées, d'avoir la somme de 100 275 FCFA en caisse. Une petite fortune quand on sait quelles sont les difficultés que les COGES ont à mobiliser une épargne sur l'ensemble du territoire.

### ••• Encadrement

Le dynamisme du Comité du quartier Nabolowè est, de l'avis des membres du COGES, à mettre aussi à l'actif du suivi constant de Solange Mouafo Twa, Cadre Communal de Développement à

**Les 40 ménages qui y ont accès doivent se plier aux cotisations mensuelles de 500 FCFA, mais surtout participer à la propreté régulière de l'ouvrage.**



la commune de Kette. Recrutée avec le concours du PNDP en 2011, elle fait partie de la toute première vague des cadres communaux de cette région. Depuis, elle est restée fidèle à son poste et jouit de la même stabilité que le COGES. Fait rare pour être souligné, la jeune femme, mère de deux enfants, titulaire d'un BAC+5, est originaire de la région de l'Ouest, mais parle parfaitement les langues Kako et Ffuldè usitées dans cette commune en plus du Sangho de la communauté centrafricaine.

A l'ordre du jour de la prochaine réunion, la révision du taux de paiement mensuel. Les familles composées d'une vingtaine de personnes comme celle d'Aladi Boubba, payent le même montant que le jeune Bello qui n'a qu'une femme et un enfant. Nul doute que le COGES saura gérer cette question sensible comme de nombreuses autres jusque-là, pour un meilleur vivre ensemble. ●



Est - Les populations s'approprient le développement local

## Le Comité de gestion enrayer l'incivisme fiscal

*Le Comité de gestion (COGES) du marché de Dimako, département du Haut Nyong, région de l'Est, par son organisation, a réglé la question des vendeurs ambulants qui ne contribuent pas.*

Àu départ à Dimako, c'est un ancien marché avec des boutiques quelconques, sans organisation précise et des branchements électriques anarchiques. Deux incendies plus tard, en 2014, un nouveau marché naît des cendres du précédent avec 32 boutiques dont 12 construites, en 2015, avec le concours du PNDP.

Outre les boutiques et 42 comptoirs, le nouveau marché est composé d'un bloc de 03 toilettes et d'un forage. Un nouveau Comité de gestion animé par Mkpoutassa Amadou a aussi été en place en février 2016, il a à cœur de jouer pleinement le rôle que le précédent COGES a occulté. Une journée spéciale, tous les jeudis, est consacrée à l'hygiène et la salubrité. 03 gardiens assurent la sécurité du site, dont deux entièrement pris en charge par le COGES et le troisième par la commune. Pour cela, les occupants des boutiques contribuent pour 1500 FCFA par mois, et 500 FCFA pour les comptoirs. Quelques récalcitrants freinent encore le mouvement. De l'avis de Gomaise Kongne, commerçant au marché de Dimako, le Comité de gestion actuel est porteur de nombreuses innovations. Les rigoles du marché, longtemps laissées à

l'abandon, ont été curées ; les ordures sont aujourd'hui mieux gérées, la collaboration avec la commune a permis l'acquisition d'un tricycle pour l'enlèvement des ordures ; la sécurité du marché est davantage garantie avec les trois vigiles.

Pour Mike Rocheteau Moambok, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de la commune de Dimako, le Comité de gestion du marché de Dimako a réussi à enrayer l'incivisme fiscal, notamment auprès des vendeurs ambulants, évitant ainsi l'injustice fiscale. La commune se dit d'ailleurs satisfaite de l'approche des Comités de gestion, par rapport au modèle de chefferie de marché, trop centralisé et unipersonnel.

### ••• Justice fiscale

Les chantiers en cours, pour ce COGES, portent sur la gestion des commerçants récalcitrants qui refusent encore de contribuer au paiement des gardiens. De plus, plutôt que de continuer à payer 100 FCFA par jour pour l'utilisation des toilettes, il question d'ancrer dans les mentalités la nécessité d'une contribution mensuelle pour permettre la prise en charge du bénévole qui s'occupe des toilettes. Concernant le forage, il est gratuit pour les commerçants,

mais payant pour les populations des environs d'ailleurs plus nombreuses. La gestion des revenus issus de cet ouvrage était, jusqu'au passage de l'équipe de reportage, gérée par le sous comité de l'eau. L'ouverture d'un compte par le Comité dans une microfinance pour sécuriser les fonds est en perspective.

La particularité de ce marché réside dans la collaboration entre la Commune et les commerçants. Une formule particulière de partenariat public-privé est en étude. Sur la base d'une entente avec la commune, qui ouvre des lotissements dans le marché, certains commerçants ont la possibilité de construire leurs boutiques et d'amortir le bail sur cinq ans avant de le rétrocéder à la commune. Pour cette formule qui devrait permettre d'avoir une infrastructure viable, six commerçants se sont alignés et ont pu construire six boutiques. L'état de grâce durera cinq ans au bout desquels ils recommenceront à payer le loyer. « La commune se dit d'ailleurs satisfaite de l'approche des Comités de gestion, par rapport au modèle de chefferie de marché ». ●





Adamaoua - Les populations s'approprient le développement local

## Le village Wamé Grand stabilise l'économie locale

Le magasin de stockage construit dans ce village de la commune de Ngan-Ha, département de la Vina, région de l'Adamaoua, avec le concours du PNDF met les commerçants à l'abri de la volatilité des cours lorsque les prix sont anormalement bas.

La deuxième campagne agricole qui est en cours va charger les journées de Harouna Kano, responsable du magasin de stockage des produits réceptionnés en août 2015 et construit avec l'appui du PNDF. Les agriculteurs de la localité produisent du maïs, du soja et des arachides. Grâce à cet ouvrage, les risques d'incendies et d'avaries liés au stockage dans les domiciles se sont estompés, de l'avis de Hamidou Koulagna, chef du village. Le bâtiment de 150 m<sup>3</sup> est bichonné avec soin par le Comité de gestion, dirigé par Djouldé Oumarou qui prend fortement appui sur la mairie. Les réunions se tiennent périodiquement, au rythme des récoltes. Elles visent à garantir un entreposage efficient, une bonne identification des propriétaires des sacs, une numérotation rigoureuse, pour éviter toutes pertes. Au passage de l'équipe de reportage, 300 sacs de denrées diverses sont entreposés. Les propriétaires

individuels payent 300 FCFA par sac, tandis que le GIC paye 150 FCFA par sac. Comme l'explique Nana Missa, maire de la commune de Ngan-Ha, l'idée ici est d'encourager les paysans à se regrouper en coopératives.

Les denrées sont regroupées par nature et catégorie. Le Comité de gestion procède à un suivi régulier de la structuration et de la sécurisation des ressources. Les frais de stockage, une fois collectés, sont reversés à la commune. La première campagne a permis de stocker 500 sacs de denrées.

La relation entre la commune et le COGES se consolide, à travers la politique de stocks régulateurs

**La politique de stocks régulateurs qui, permet de stabiliser les fluctuations saisonnières des prix des denrées sur le marché.**



lateurs qui, permet de stabiliser les fluctuations saisonnières des prix des denrées sur le marché. Le magasin de stockage met les commerçants à l'abri de la volatilité des cours, lorsque les prix sont anormalement bas. Les sacs stockés attendent généralement dans ce cas, le retour à une conjoncture favorable.

Une aubaine pour ce village qui est l'un des grands bassins de production de la commune de Ngan-Ha. Un défi permanent pour le Comité de gestion qui doit assurer la pérennité et la durabilité de l'ouvrage utile pour l'économie de la localité et ses environs. ●



Adamaoua - Les populations s'approprient le développement local

## Un champ école aux résultats spectaculaires à Fada

Crée sur une superficie de 4 ha, le champ fourrager école du village Fada, dans la commune de Meiganga, région de l'Adamaoua, a permis la répliation aujourd'hui sur 200 ha, grâce au Comité de gestion.

Le pari était osé pour le Comité de gestion (COGES) du champ du village Fada au lancement du projet. Dans un environnement où le désamour était jusque-là prononcé entre éleveurs et agriculteurs, la réussite du COGES est un motif de fierté pour Iyawa Hamboi, président du Comité et ses pairs.

La dégradation des pâturages, liée au déficit du fourrage en saison sèche justifie, entre autres raisons, les motifs du choix de la promotion des cultures fourragères comme action pertinente à entreprendre. Le microprojet a consisté à créer quatre hectares de cultures à haut potentiel fourrager constitués des espèces *Brachiaria ruziziensis* et *Stylosanthes guianensi* à raison de deux hectares pour chaque espèce. Mis en œuvre en 2007, la réalisation s'inscrivait dans le cadre du Projet de Gestion Durable des Terres, conduit par le PNDF entre 2007 et 2012 dans 23 communes des régions du Nord, de l'Adamaoua, du Centre et de l'Ouest.

### ... Ingéniosité

Le Comité de gestion, dès l'année 2008, s'est réuni à l'effet de faire de ce champ école un modèle duplicable à souhait. A travers l'entretien régulier des piquets en bois, qui forment la clôture, le contrôle des fils barbelés ainsi que leur remplacement, l'aménagement de pare-feu à 5 m de chaque côté de la parcelle, le fauchage du foin, la récolte des semences et le conditionnement des bottes de foin, le COGES a su consolider un acquis dont les résultats sont parlants. Les éleveurs du village et des localités voisines sont passés du doute à un engouement vivace.

Deux réunions sont organisées par an avec toute la communauté pour faire le point des évolutions. A cette occasion, le COGES et le Comité de Concertation dirigé par Amadou Djidda accordent leurs vœux. Mais le bureau se réunit très souvent pour régler les problèmes du champ, notamment le renforcement régulier de la clôture, la mise en place des pare-feux dès la fin de la saison pluvieuse, la récolte des grains et du foin. Pour le défrichage, avant le semis, et le fauchage, au moment de la récolte, des jeunes du village sont recrutés et dispatchés dans le champ à raison de 04 personnes pour 500 m<sup>2</sup>. Le chargé de la sécurisation du COGES, Saïdou Ousmanou veille régulièrement à la pose des piquets et l'achat des fils barbelés.

La toute première vente du COGES portait sur 1500 bottes de foin achetées par un grand éleveur pour nourrir ses bêtes fatiguées. Toutes les bottes de foin ont été achetées pour nourrir les bêtes des éleveurs. Les semences sont régulièrement vendues pour permettre la répliation du

**Pour l'année 2015, le COGES a vendu le fourrage et les graines à hauteur de 1 000 000 FCFA.**



processus. Pour l'année 2015, le COGES a vendu le fourrage et les graines à hauteur de 1 000 000 de francs FCFA. Cette expérience a inspiré beaucoup d'éleveurs qui, à force de la reproduire dans leurs parcelles, ont aujourd'hui 200 ha de champs fourragers.

### ... De l'élevage à l'agriculture

Les agriculteurs de la localité ne sont pas en reste, organisés en GIC, ils ont ouvert 152 ha de parcelles cultivables pour la production du maïs, de l'arachide et du soja. Ils bénéficient de la fumure organique des nombreuses bêtes des éleveurs. Finie la transhumance des bêtes vers la Centrafrique et les nombreux risques associés; finies aussi les querelles entre agriculteurs et éleveurs.

Le COGES a réussi à démontrer qu'il est possible de stopper la transhumance des bêtes par la production du foin indispensable à leur nutrition, ainsi que la fertilisation des sols pour améliorer la production des agriculteurs. Ce qui a permis de passer du champ école à des champs communautaires. ●



## Extrême-Nord : Les populations s'approprient le développement local

# Quand l'eau dépasse sa fonction première



Doubel, village situé dans la commune de Pette, département du Diamaré, région de l'Extrême-Nord, jouit depuis 2014 d'une notoriété liée au respect du dispositif appelé « Carré d'or ».

Cette année-là, le village de Doubel se faisait remarquer déjà avec le comité de gestion mis en place autour du point d'eau construit par le PNDP sur financement de la KfW. Un film était alors réalisé par Cyrille Masso sur les réalisations faites sur ce financement allemand arrivé à son terme.

Rebelote deux ans plus tard. Alors que le PNDP identifie les ouvrages dont les comités de gestion sont exemplaires, Doubel se retrouve une nouvelle fois à l'honneur en ce qui concerne la région de l'Extrême-Nord.

Son point d'eau construit en 2012, et qui n'a connu à date que deux pannes est entretenu par un comité de gestion mis en place la même année et dont les six membres sont restés les mêmes plus de quatre ans après. Les réunions se tiennent

à raison de deux par an, car chacun connaît son rôle, affirme Sanda Yougouda, le secrétaire général.

Pas moins de 20 ménages représentant environ 100 personnes utilisent le point d'eau qui est présenté comme l'âme du village. De 100 FCFA de contribution mensuelle, le village a résolu de passer à 1000 FCFA par an pour faciliter les paiements, et 1000 FCFA de plus par épouse supplémentaire pour les polygames. Animés du même élan, les bénéficiaires contribuent régulièrement par leurs paiements contre quittance délivrée par

**20 ménages représentant environ 100 personnes utilisent le point d'eau qui est présenté comme l'âme du village.**

le secrétaire général. Au moment où le reporter passe, la caisse compte 58 500 FCFA de cotisations.

La santé du point d'eau vaut à Doubel de voir les habitants des environs venir se ravitailler là, après avoir négligé l'entretien du point d'eau construit à leur intention. Le désir de partager gratuitement l'eau de Doubel est progressivement remplacé par l'obligation pour ces voisins, de contribuer à l'entretien du point d'eau, qui devrait bénéficier d'un coup de neuf dans les prochains jours, à en croire Garga Yougouda, le président du comité. ●



Extrême-Nord : Les populations s'approprient le développement local

## Mokio stérilise la gestion de son CSI

La dynamique communautaire qui encadre le fonctionnement du centre de santé du village Mokio, dans la commune de Tokombéré, département du Mayo-Sava, région de l'Extrême-Nord, donne des résultats exemplaires.

Le jour peine encore à se lever, enveloppé dans la brume sèche de ce village montagneux, que déjà la salle d'attente de ce centre de santé construit en 2012, avec l'appui du PNDP, est prise d'assaut par de nombreux patients. Avec une moyenne de 400 à 500 patients par mois, la structure sanitaire atteint parfois des pics de 1000.

Comme l'explique Saly Hamandjida, chef du centre de santé, cet afflux est le fruit de la cohésion et du dynamisme du Comité de gestion (COGES), qu'encadre efficacement le Comité de santé (COSA), respectivement dirigés par Abel Avidéo et Jonas Bouba. Le Centre de santé ne se contente pas du « carton » ou de la dotation semestrielle du ministère de la santé. L'efficace collaboration des instances que sont le COGES et le COSA a permis, grâce à une gestion harmonieuse des recettes, de construire la clôture du centre, eu égard à l'insécurité ambiante ; celle du domicile du chef de centre, des salles d'observation supplémentaires, le recrutement et paiement du gardien, du commis de la pharmacie, d'un stagiaire et la construction d'un hangar de 09 m<sup>2</sup>.

Ces résultats ont déjà retenu l'attention du projet PBF, financement basé sur la performance, qui offre un bonus pour chaque acte médical bien exécuté. Avec une dotation initiale de 2 000 000 de francs au niveau de la pharmacie, lors de la construction du Centre avec l'appui

du PNDP, le COGES a pu accroître significativement le stock de médicaments au point d'atteindre 7 millions de francs CFA à date. « L'ensemble de ces décisions ont été soumises par le COGES au COSA, selon le canevas sectoriel de fonctionnement prescrit par le ministère de la Santé Publique » dit Foren Salifoufou, Chef de Bureau de Santé du District de Santé de Mora.

Le COGES qui assure la gestion est l'organe d'exécution qui soumet ses propositions au COSA, ordonnateur des dépenses. Celui-ci les valide lors de l'assemblée générale, avant transmission au district de santé qui s'assure de la conformité et de la cohérence sectorielles des projets envisagés. L'assemblée générale de l'année 2016 a permis la construction participative de 211 latrines et 07 puits à ciel ouvert. Le COGES ayant contribué pour un montant total de 1 405 050 FCFA. La sélection a été faite sur la base du registre mensuel des consultations qui indique là où les maladies hydriques, ou celles dues à la défécation à l'air

**Avec une moyenne de 400 à 500 patients par mois, la structure sanitaire atteint parfois des pics de 1000.**

libre, sont récurrentes. La disparition du choléra, dans cette aire de santé découle de cette stratégie.

Le Comité de gestion et le COSA ont aussi engagé des actions de sensibilisation auprès des accoucheuses traditionnelles, afin quelles incitent les femmes enceintes à venir accoucher, en toute sécurité à l'hôpital. On est ainsi passé de 10 accouchements en 2014 à 40 en 2016. De même, la construction du hangar a été motivée par la volonté d'accroître la couverture vaccinale, qui n'était que de 15%. Car avec ce nouvel espace, les femmes ont moins de mal à attendre leur tour. L'achat programmé d'un tricycle pour le transport des mala des situés dans les villages enclavés est envisagé pour 2017. Seul bémol, dans ce tableau idyllique, la faible rémunération du commis de la pharmacie et du vigile. Cette situation pouvant altérer leur enthousiasme à terme, Abel Avidéo, promet d'inscrire cette augmentation au menu des travaux du COGES en 2017. ●



Nord - Les populations s'approprient le développement local

## Le Comité de gestion de Tongo-Mafa fait des extensions

En décidant de réaliser un canal avec abreuvoir au point d'eau, le Comité de gestion (COGES) du village Tongo-Mafa, dans la commune de Lagdo, département de la Bénoué, région du Nord, affiche sa volonté de pérenniser les acquis.

Lors de la dernière réunion mensuelle du COGES de ce point d'eau, équipé d'une pompe à motricité humaine au village Tongo-Mafa dans la commune de Lagdo, le 18 décembre 2016, une décision a été prise, par les 18 personnes présentes, de réaliser un canal pour stocker l'eau qui s'écoule du point d'eau, afin de permettre aux petits ruminants, du village, de s'abreuver. L'initiative a coûté 13 500 FCFA, pour l'achat de deux sacs de ciments. Les femmes se sont mobilisées pour le transport du sable et du gravier.

Cette solidarité incarne le fonctionnement quotidien de ce comité présidé par Woutsilé Gana. Appuyé par le secrétaire du COGES, Guidana Jean, seul lettré, il documente les réunions du Comité en retraçant les principales activités effectuées. Ainsi, on peut observer que des listes différencient la présence des femmes qui ont pris part à l'entretien du point d'eau,

de celles qui ont pris part au transport du gravier et du sable, des ménages qui cotisent régulièrement etc. Le taux annuel fixé par le COGES est de 2000 FCFA par an et par ménages. Le village Tongo-Mafa compte environ 31 ménages pour une population estimée à 200 personnes. A date, la trésorière Dendive Rebecca, dit détenir 35 000 FCFA dans la caisse du COGES, non encore versé dans le compte. Fait particulier, assez rare pour être souligné, le Comité de gestion de ce village a ouvert un compte au Crédit du Sahel. Montant du dépôt bancaire de: 90 000 FCFA. Malgré les 05 pannes qui ont jusque-là affectées le

**Le Comité de gestion de ce village a ouvert un compte au Crédit du Sahel. Montant du dépôt bancaire : 90 000 FCFA.**

fonctionnement du point d'eau, le COGES a la ressource financière pour y faire face.

Entre temps, le Chef du village, Habai Matakone, par ailleurs conseiller du COGES, et fontainier volontaire, puisque c'est lui qui détient les clés du forage, continu à faire respecter les heures d'ouverture et de fermeture. Il essaie aussi, autant que possible, d'interdire l'accès aux ménages qui ne sont pas en règle. Pour l'instant, le COGES peut continuer à compter sur la commune qui déploie son artisan réparateur chaque fois qu'une panne se signale. ●



CONSTRUCTION DE TROIS (03) FORAGES EQUIPES (PMH)  
FINANCIEMENT: COMMUNE DE LAGDO - PNDP.  
PRESTATAIRE : MOBA SARL  
VILLAGE : TONGO MAFI  
ANNEE: 2011



Sud - Les populations s'approprient le développement local

## Un marché au cœur de la commune

Le complexe commercial construit par le PNDP et la commune de Ngoulemakong en 2007 ne cesse de prendre de l'importance dans la vie de la localité.

Quand en 2007, le conseil municipal présidé par le maire Anicet Akoa, décide d'introduire une requête de financement au PNDP, c'est avec une pleine conscience de ce que représentera plus tard cette infrastructure dans l'animation de la vie économique et sociale de la municipalité. Près de 10 ans plus tard, impossible de ne pas lui donner raison.

Certes, la commune a une place prépondérante dans le fonctionnement du marché avec une implication à tous les niveaux dans la vie du marché : désignation des personnes clés dans le comité de gestion, encadrement et renforcement des capacités, réunions du comité de gestion, occupation des boutiques dont les prix varient de 7 à 14 000 FCFA, octroi des places pour des initiatives de partenariat entre commerçants et mairie, etc. Mais force est de reconnaître que la responsabilisation des occupants de l'espace du marché grandit au fil du temps. Par exemple, les commerçants, sous la présidence de Richard Yene Bobo, ont compris la nécessité de s'impliquer dans le désherbage et le balayage, tandis que la commune paie deux agents chargés du ramassage des ordures. D'après la trésorière, Régine Ndzengue, ils sont aussi très impliqués dans les tontines mises sur pied pour animer le vivre ensemble, et qui permettent d'obtenir des crédits sans intérêts.

Le maire justifie cette implication forte de son administration dans la vie du marché : « Nous n'avons pas ici une culture du commerce. Pour vous donner une idée, nous n'avons que 5 ou 6 boutiques en 2002. Mais nous avons voulu donner une impulsion à l'économie de notre commune avec ce marché et aujourd'hui nous avons 30 boutiques sans compter le hangar et les demandes d'extension sont nombreuses ». Changer les mentalités a nécessité en 2007 que la commune finance un voyage d'échanges à Makenene pour les ressortissants de Ngoulemakong y apprennent comment fonctionne un marché et ce qu'il peut générer comme effets induits pour une localité.

De même, à en croire Benjamin Asse, chauffeur de taxi-brousse depuis une dizaine d'années, la création du marché et son entretien ont permis de réduire significativement les accidents qui survenaient du fait du chargement et déchargement des

**Les commerçants, sous la présidence de Richard Yene Bobo, ont compris la nécessité de s'impliquer dans le désherbage et le balayage, tandis que la commune paie deux agents chargés du ramassage des ordures.**



passagers sur la route nationale n°2 qui relie Yaoundé à Ambam vers la frontière avec le Gabon. Il relève aussi de meilleures recettes, car le désordre qui caractérisait les automobilistes transporteurs a également disparu depuis que la gare routière a été annexée au marché.

Mais le plus grand succès de l'accompagnement dont bénéficie le marché de la part de la commune se voit dans l'organisation des sessions de formation à leur intention. Ils se sont syndiqués pour que les membres bénéficient d'un soutien en cas d'événement heureux ou malheureux. Cette organisation a favorisé une meilleure relation avec le fisc et ces transporteurs, dont la moitié est propriétaire de la moto utilisée, sont pour la plupart à jour de leurs obligations. ●

Les populations s'approprient le développement local - Commentaire

## Une opportunité de financement du développement à la base

En prenant la mesure des petits exemples récoltés dans les 10 régions, il devient possible d'envisager le financement partiel du développement de nos campagnes.

L'exercice de planification que le Programme National de Développement participatif (PNDP) a réalisé avec succès dans 329 communes sur les 360 que compte le Cameroun a permis de faire germer une idée intéressante à plusieurs titres pour l'impulsion du développement du pays à la base. Premièrement, il n'est pas impossible dans un environnement qu'on veut présenter comme réfractaire à tout ce qui est projets et programmes de développement, du fait de leurs échecs répétés au cours des trois dernières décennies de voir les populations s'impliquer dans une réflexion de grande ampleur sur les problèmes que vivent les communautés à la base. Deuxièmement, il est non seulement possible de les mobiliser, mais de voir les femmes, les hommes et les jeunes accepter d'être coachés pour identifier les solutions aux problèmes qu'ils ont eux-mêmes relevés. Troisièmement, il est possible de voir les communautés identifier en leur sein des hommes et des femmes capables d'assurer un leadership villageois quant

aux problèmes et solutions de la communauté.

Avec douze années d'expériences éprouvées, le PNDP peut aujourd'hui se targuer d'avoir fait germer l'idée noble que le développement local peut se financer partiellement par les populations, à condition que leur participation à toutes les étapes du processus ait été pensée, expliquée, travaillée et suivie.

La lecture des éditions 13 et 14 du magazine « *Les Echos du PNDP* » donne à voir des exemples de comités de concertation mis en place au bout de l'exercice de planification dans les différents villages, ainsi que des modèles de comités de gestion mis en place au sortir de la transformation des comités de suivi de la réalisation des ouvrages cofinancés par le PNDP et la commune bénéficiaire. Ces exemples démontrent à souhait qu'il est possible de voir des hommes et des femmes, détachés mais dévoués, avoir une haute opinion d'eux et de leur communauté, mais aussi une haute estime du volontariat et du bénévolat, sacrifier des heures par

semaine, par mois ou par trimestre à œuvrer pour le développement de leur communauté, pour le bien commun.

Les communes devraient en tirer profit pour accompagner plus encore les villages qui font un très bon usage du peu de moyens qui leur est octroyé, de manière à niveler par le haut nos communautés. Elles ont d'autant plus de raisons de le faire que le PNDP III ambitionne de récompenser les communes qui vont se distinguer dans l'appropriation des méthodes, outils et approches du Programme.

Fort de ces prémices qui ne demandent qu'à être élargies au plus grand nombre de villages et de communes des dix régions, souvenons-nous que la prochaine étape est celle de la redevabilité. Il s'agit d'un chantier que le PNDP a l'intention de parfaire au cours de sa troisième phase entamée en avril 2016 et qui court jusqu'en 2019 (sur fonds IDA). Des indicateurs du cadre de résultats en dépendent. Et il y a lieu d'être confiant avec ce qui a été vu sur le terrain. ●



## État de mise en oeuvre au 4<sup>e</sup> trimestre 2016

Tableau 1: Situation du processus d'élaboration/actualisation des PCD dans les communes de la 2<sup>ème</sup> phase

Niveau d'avancement de la planification	Région										Total
	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
<b>Actualisation</b>											
En cours	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0	5
Non démarré	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
PCD approuvé au COMES	8	5	3	0	0	4	0	2	3	0	25
PCD validé par le préfet	9	38	14	10	0	10	0	28	16	0	125
Suspendu	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>45</b>	<b>23</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>158</b>
<b>Élaboration</b>											
En cours											
Non démarré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PCD approuvé au COMES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PCD validé par le préfet	4	19	24	21	23	7	31	10	6	25	170
Suspendu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>31</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>25</b>	<b>170</b>

Source : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2016

Tableau 2 : Répartition des agents communaux selon la fonction et la région

Agent communal		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Agents financiers	Poste vacant	2	5	1	6	0	1	0	3	7	4	29
	En cours de recrutement	0	0		1	4	1	3	0	0	0	9
	En poste	19	59	46	27	19	19	31	37	18	21	296
	Contractualisé par le MINATD	14	11	43	5	10	8	25	23	5	11	155
Agents techniques	Poste vacant	3	7	3	3	0	1	0	7	6	0	30
	En cours de recrutement	0	0		0	3	0	4	1	0	0	8
	En poste	18	57	44	30	20	20	30	33	19	25	296
	Contractualisé par le MINATD	14	10	44	6	12	3	21	22	3	14	149
Total	Poste vacant	5	12	4	8	0	2	0	10	13	4	59
	En cours de recrutement	0	0	0	1	7	1	7	1	0	0	17
	En poste	37	116	90	57	39	39	61	70	37	46	592
	Contractualisé par le MINATD	28	21	87	11	22	11	46	45	8	25	304

Source : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2016

Tableau 3 : État de mise en oeuvre des microprojets et leurs montants

État de mise en oeuvre	Phase				Total	
	II		III		Nombre de microprojets	Coût total des microprojets
	Nombre de microprojets	Coût total des microprojets	Nombre de microprojets	Coût total des microprojets		
<i>Financement C2D de 2<sup>ème</sup> génération</i>						
Achévé	1 524	17 288 761 703			1 524	17 288 761 703
En cours	245	5 485 893 564			245	5 485 893 564
Non démarré	12	317 022 233			12	317 022 233
<b>Total</b>	<b>1 781</b>	<b>23 091 677 501</b>			<b>1 781</b>	<b>23 091 677 501</b>



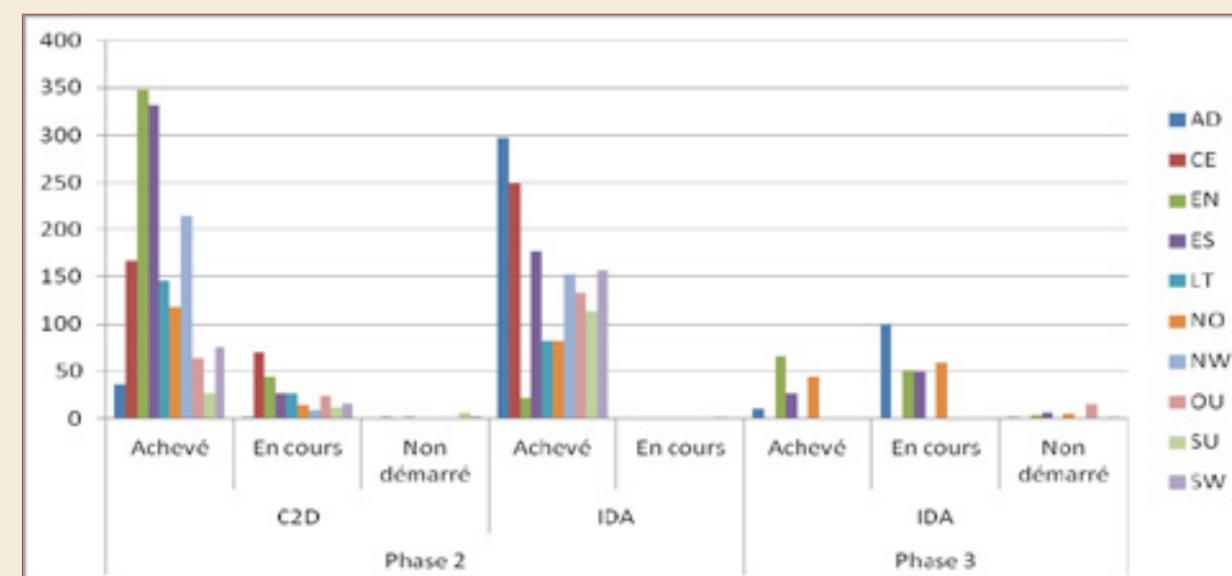
État de mise en œuvre	Phase				Total	
	II		III		Nombre de microprojets	Coût total des microprojets
	Nombre de microprojets	Coût total des microprojets	Nombre de microprojets	Coût total des microprojets		
<b>Financement IDA</b>						
Achévé	1 465	9 130 520 861	149	1 327 428 835	1 614	10 457 949 696
En cours	1	17 400 000	259	2 914 175 996	260	2 931 575 996
Non démarré	0	0	32	728 276 016	32	728 276 016
<b>Total</b>	<b>1 466</b>	<b>9 147 920 861</b>	<b>440</b>	<b>4 969 880 847</b>	<b>1 906</b>	<b>14 117 801 708</b>
<b>Ensemble</b>	<b>3 247</b>	<b>32 239 598 362</b>	<b>440</b>	<b>4 969 880 847</b>	<b>3 687</b>	<b>37 209 479 208</b>

Source : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2016

Tableau 4 : Microprojets selon la Région, le bailleur, la phase et l'état de mise en œuvre

Région	Bailleur	Phase 2			Phase 3			Total
		Achévé	En cours	Non démarré	Achévé	En cours	Non démarré	
AD	C2D	36	2	0	0	0	0	38
	IDA	297	0	0	11	100	1	409
CE	C2D	167	69	2	0	0	0	238
	IDA	249	0	0	0	0	0	249
EN	C2D	348	45	0	0	0	0	393
	IDA	22	0	0	66	51	4	143
ES	C2D	331	27	1	0	0	0	359
	IDA	177	0	0	27	49	6	259
LT	C2D	145	27	0	0	0	0	172
	IDA	82	0	0	0	0	0	82
NO	C2D	118	14	0	0	0	0	132
	IDA	82	0	0	45	59	5	191
NW	C2D	214	9	0	0	0	0	223
	IDA	152	0	0	0	0	0	152
OU	C2D	64	24	0	0	0	0	88
	IDA	133	0	0	0	0	15	148
SU	C2D	26	12	6	0	0	0	44
	IDA	114	1	0	0	0	0	115
SW	C2D	75	16	3	0	0	0	94
	IDA	157	0	0	0	0	1	158
<b>Total</b>		<b>2 989</b>	<b>246</b>	<b>12</b>	<b>149</b>	<b>259</b>	<b>32</b>	<b>3 687</b>

Source : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2016



Source : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2016

Tableau 5 : Répartition des microprojets et leurs montants (phase 2 et 3) selon le secteur et le bailleur

Secteur	Nombre de microprojets			Montant bénéficiaire	Montant PNDP		Coût total des Microprojets
	C2D	IDA	Total		C2D	IDA	
Agropastoral	597	152	749	1 295 494 114	8 910 965 822	2 312 925 165	12 519 385 101
Eau et Assainissement	810	700	1 510	717 265 235	4 828 110 307	3 712 104 174	9 257 479 716
Education	240	616	856	590 930 863	3 132 589 737	3 057 598 762	6 781 119 362
Electrification	28	56	84	115 661 260	578 391 467	798 272 817	1 492 325 543
Formation	-	162	162	-	-	313 989 563	313 989 563
GRN	4	-	4	3 386 962	32 750 408	-	36 137 370
IDE	41	44	85	308 860 674	865 239 458	1 142 157 607	2 316 257 738
Promotion de la femme	1	2	3	6 881 860	22 513 755	39 422 987	68 818 602
Santé	32	116	148	106 138 371	684 362 531	580 160 684	1 370 661 586
Sport et loisir	12	18	30	66 398 899	319 866 086	365 735 350	752 000 335
Transport	16	40	56	129 162 553	1 172 979 365	999 162 375	2 301 304 293
<b>Total</b>	<b>1 781</b>	<b>1 906</b>	<b>3 687</b>	<b>3 340 180 792</b>	<b>20 547 768 933</b>	<b>13 321 529 483</b>	<b>37 209 479 208</b>

Source : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2016

Programme ASGIRAP

## 200 villages pour la composante 1

Les communes pré-qualifiées ont été conviées à l'atelier d'information pour le lancement des activités de la composante 1 du Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agro-pastorales (ASGIRAP).

L'hôtel Bénoué a accueilli le 07 octobre 2016 dans sa salle de conférence, l'atelier d'information et de sensibilisation des communes des régions du grand nord dans la mise en œuvre de la composante 1 d'ASGIRAP par le PNDP. Cette rencontre visait, entre autres, à sensibiliser les communes sur leur probable sélection en vue du démarrage des activités d'élaboration des plans d'utilisation, de gestion et d'amélioration des ressources agro-pastorales dans 200 villages des 20 communes répondant aux critères prédéfinis.

En vue de garantir un processus transparent et équitable, toutes les communes de la zone d'intervention d'ASGIRAP ont besoin d'être informées et sensibilisées sur les critères et le processus de sélection des 16 autres communes bénéficiaires. Les communes de Pitoa, Touroua, Gaschiga et Mindif ayant été choisies pendant la phase pilote du projet.

Le Programme ASGIRAP a pour but la réduction de la pauvreté rurale, des conflits dans le septentrion et l'amélioration de la résilience aux changements climatiques et économiques au regard d'une pauvreté grandissante en ce milieu. Dans sa composante 1, l'objectif est d'appuyer les cadres locaux de concertation pour l'élaboration participative, au niveau des terroirs villageois et communaux, des plans d'utilisation, de gestion et d'amélioration des ressources agro-pastorales.

Pour rappel, c'est sur recommandation de l'Agence Française de Développement (AFD), que des concertations ont été initiées pour la mise en œuvre de la

**Le Programme ASGIRAP a pour but la réduction de la pauvreté rurale, des conflits dans le septentrion et l'amélioration de la résilience aux changements climatiques et économiques au regard d'une pauvreté grandissante en ce milieu.**



composante 1 du programme ASGIRAP par le PNDP.

Des missions de terrain couplées à des réunions, sur la base de l'offre technique du PNDP, ont abouti à la validation d'une méthodologie et la programmation de la signature d'une convention de partenariat entre les deux projets le 7 septembre 2016. A la suite de la non-objection de l'AFD, cette convention de collaboration était signée par les Coordonnateurs Nationaux du PNDP et d'ASGIRAP le 10 septembre 2016 permettant ainsi le démarrage effectif des activités. •

Fund raising

## Les CVUC Adamaoua en quête de bailleurs



Près de 3 milliards, c'est le montant de l'enveloppe mobilisée par l'antenne régionale des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) lors de la conférence de mobilisation de fonds.

Les communes de la région de l'Adamaoua, réunies au sein des CVUC régionales, sont déterminées à donner un grand coup d'accélérateur au développement. Après la maturation de près de 300 projets en juin 2016, pour un montant d'environ 22 milliards de FCFA, place à des séances de Fund Raising auprès des partenaires et contributeurs de bonne volonté. C'est le sens de la rencontre du 06 au 08 octobre 2016 à l'hôtel Mentong de Ngaoundéré qui a réuni une bonne brochette d'acteurs et de partenaires, au rang desquelles le PNDP et le FEICOM, partenaires stratégiques des communes qui n'ont pas manqué d'apporter leurs contributions à cette importante activité. La cérémonie était présidée par le Gouverneur de la région de l'Adamaoua, Kildadi Taguiéké Boukar. Ce dernier n'a pas manqué de remercier les partenaires pour leur contribution, de même qu'il invite les communes à faire bon usage des ressources mises à leur disposition. Avant lui, Abbo Aboubakar, maire de Belel et président régional des CVUC Adamaoua, aura tenu à remercier les partenaires. Pour lui, «comment ne pas magnifier à leur juste valeur

les annonces fortes faites par le DG du FEICOM et le Coordonnateur National du PNDP, en termes de contributions concrètes de leurs organismes respectifs à hauteur de près de 7 milliards de Francs pour la réalisations des projets prioritaires matures».

Le Coordonnateur National du PNDP, Marie Madeleine Nga, dans son discours, a salué une initiative des communes de l'Adamaoua qui vient combler un vide, tout en offrant l'opportunité de présenter aux différents guichets de financements des projets matures. Toutes choses qui, selon elle, témoignent de la capacité d'une prise en charge et de la volonté inébranlable de s'arrimer au processus de décentralisation.

Mme Nga ne manquera pas de souligner l'importance de la qualité

**Marie Madeleine Nga n'a pas manqué de souligner l'importance de la qualité des études des projets, dont les dossiers d'appels d'offres sont fortement tributaires, ainsi que de la qualité des ouvrages financés.**



des études des projets, dont les dossiers d'appels d'offres sont fortement tributaires, ainsi que de la qualité des ouvrages financés. Les projets ainsi maturés vont faciliter le plaidoyer en vue de leur prise en charge plus aisée dans les PIP (Programmes d'investissement Prioritaires), à savoir les Plans d'Investissement Annuel (PIA) et les Programmes triennaux (CDMT).

Un bon outil d'amélioration de l'indicateur de résultat du programme, dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> phase, concerne justement « la proportion des projets communaux du Budget d'Investissements Publics (BIP) issus des Plans Communaux de Développement (PCD) ». •



## > Ouest Les capacités des différents acteurs renforcées

Les acteurs intervenant dans la préparation du budget communal, se sont retrouvés courant novembre 2016 à Bana.

**31** maires de la région de l'Ouest, accompagnés de leurs Secrétaires généraux et Cadres Communaux de Développement, ainsi que les Délégués départementaux du MINEPAT et les Chefs service du développement local sont désormais mieux outillés pour la préparation du budget communal. Ils se sont retrouvés du 15 au 17 novembre 2016 au Centre hôtelier et touristique de Bana dans le cadre d'un atelier régional de formation sur l'élaboration du Cadre de dépenses à moyens termes (CDMT) du Plan d'Investissement Annuel (PIA) et la préparation du budget communal.

L'atelier a été organisé par la Cellule régionale du PNDP pour l'Ouest, et présidé par Louis Roger Serge Fankam Djoumessi,



délégué régional du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. Sous la modération de Jean Bernard Minfegue, receveur municipal de la commune de Mengueme, ancien Cadre Financier de la commune de Monatéle, accompagné de Michel Delor Mbang Atangane, Responsable régional de la Formation du développement des capacités au PNDP-Ouest. Les travaux ont permis, d'une part, de renforcer les capacités des acteurs communaux et des sectoriels à la maîtrise du processus d'actualisation du CDMT et d'élaboration du PIA, et d'autre part, de donner aux participants des outils nécessaires pour une parfaite

maîtrise des opérations de dépenses en vue de leur amélioration. Au terme de l'atelier, les participants ont unanimement souhaité qu'un accompagnement constant leurs permettent, avant la période de préparation du budget de mieux structurer leurs documents.

En effet, il a souvent été relevé que plusieurs acteurs intervenant dans l'élaboration du budget communal ne sont pas toujours bien outillés pour préparer les documents nécessaires. D'où, la prescription du Premier ministre pour une imprégnation régulière des maires sur les règles de gestion administrative et financière. ●

épousé. Quant à Emmanuel Elimbi, Responsable administratif et financier, il a relevé la disponibilité de celle qu'il a présentée comme l'une des meilleures à son poste, de par la qualité de ses états et ses contributions lors des ateliers de consolidation regroupant tous les trimestres les comptables du Programme.

Marie Madeleine Nga, a, elle, demandé à Estelle Mballa d'être une ambassadrice du PNDP vers les nouveaux horizons qui l'appellent, en mettant en lumière les valeurs du travail, du respect de la hiérarchie - y compris et d'abord à la maison -, la fidélité, la loyauté et l'esprit d'équipe. Des propos qui ont eu le don d'émouvoir Estelle Mballa qui a rappelé son attachement à l'environnement qui lui a permis non seulement de gagner en expérience mais aussi de parfaire son bilinguisme. ●



## > Sud-Ouest Send-off d'Estelle Mballa

A la faveur de l'atelier de préparation du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) du PNDP pour le compte de l'exercice 2017, le Coordonnateur National a informé les participants du départ de Mme Estelle Mballa, comptable de la Cellule régionale du PNDP au Sud-Ouest.

Recrutée au PNDP en 2009, Estelle Mballa a épousé Yves Mballa, Responsable régional du Suivi-Evaluation, pour le PNDP-Littoral en 2011. Le couple a été salué au cours de la courte cérémonie de send-off du 15 novembre 2016. Des hommages lui ont été rendus par David Nkem Atenchong, Coordonnateur régional du Sud-Ouest qui a reconnu en sa collaboratrice une jeune femme exemplaire, respectueuse et travailleuse et souhaité que son mari polisse davantage l'or qu'il avait

## > Est L'élan de cœur du PNDP

Le personnel de la Cellule Régionale du PNDP pour la région de l'Est a manifesté son empathie en offrant du matériel à l'hôpital régional de Bertoua.

O n aurait dit que le mois était bien choisi, le petit matériel aussi. Car en cette veille de fêtes de fin d'année, 15 décembre 2016, recevoir du petit matériel, pour l'hôpital régional de Bertoua, est une bouffée d'air qui ne se refuse pas. Les boîtes de chirurgie, matelas d'hospitalisation, brancard, plateaux de soins, tensiomètres, bicyclette ergométrique, lampe infrarouge, glucomètres et autres seront très utiles pour tous les actes médicaux, notamment les cas de blessures nécessitant la petite chirurgie. L'opération s'inscrit dans le cadre de l'action citoyenne initiée depuis le 10<sup>ème</sup> anniversaire du PNDP en 2014, par



le Coordonnateur National, Marie Madeleine Nga, et qui a vocation à s'étendre à toutes les Cellules régionales du Programme. Par cette opération, le personnel de la Cellule régionale de l'Est a voulu contribuer à l'amélioration de la prise en charge médicale des malades, ainsi qu'à celle des équipements médicaux

de l'hôpital régional de Bertoua. En recevant le matériel, le Directeur de l'hôpital régional de Bertoua a tenu à remercier le personnel du PNDP-Est pour cet élan de cœur qui s'additionne aux efforts constants du gouvernement pour améliorer la prise en charge des malades. ●



## > Est Inauguration du marché des vivres

Le nouveau complexe commercial d'Abong-Mbang vient décongestionner l'ancien marché construit, en 1940, à l'époque coloniale. Un comité de gestion a été mis sur pied pour la pérennisation.

Un hangar de marché de 56 comptoirs avec magasin de stockage et un bloc latrines à deux compartiments incorporés et un autre bloc latrines à quatre compartiments isolés. Voilà sommairement décrit le nouveau complexe commercial de la commune d'Abong-

Mbang, dans le département du Haut-Nyong, région de l'Est. Baptisé « Marché B », cet espace marchand est situé au quartier du plateau, non loin du siège de la mairie. Il est consacré à la commercialisation des produits vivriers. La cérémonie d'ouverture officielle de l'ouvrage a eu lieu le 13 décembre 2016. Pour la circonstance, le Préfet du Haut-Nyong, Mboke Godlive Ntua, le Coordonnateur régional PNDP-Est, Claudine Ashetkuemun, l'exécutif communal, les sectoriels locaux, les conseillers municipaux, commerçantes, soit plus d'une centaine de personnes, ont répondu présent.

D'un coût total de 68,686 millions de FCFA, cofinancé par le PNDP (85%, sur Fonds C2D II agricole) et

la commune (15%), l'ouvrage va décongestionner le marché central construit en 1940 par les colons et booster le commerce des vivres dans cette ville. Les différents discours ont salué cette initiative, en insistant sur le défi de la pérennisation. D'où l'intérêt de la mise en place d'un comité de gestion, selon Claudine Ashetkuemun. Le Préfet quant à lui va rassuré les bénéficiaires de l'ouvrage de ce qu'ils pourront « dorénavant vendre assis dans ces hangars à l'abri des intempéries et vos produits seront sécurisés dans des magasins ». Les producteurs, vendeurs, ou revendeurs des cultures vivrières d'Abong-Mbang, ont exprimé leur gratitude à la mairie pour « ce nouveau bijou ».

Le Maire d'Abong-Mbang, Charmant Oyal a, en ce qu'il le concerne, annoncé l'accélération des travaux d'électrification et d'aménagement des points d'eau potable, afin de viabiliser ce nouveau marché. Et pour cause, 350 demandes ont déjà été adressées à la commune. ●

&gt; Est

## Légalisation du statut des populations

Désormais, 749 personnes, populations Bakas, originaires des communes d'Atok, Doumé, Ndélélé, Nguelebok et Somalomo, dans la région de l'Est, sont reconnues et enregistrées dans le fichier d'état civil de l'Etat du Cameroun. Depuis la tenue des audiences foraines les 04, 11, 16, 19 et 29 décembre 2016 dans ces différentes localités, elles peuvent se prévaloir juridiquement de la nationalité camerounaise et de tous les privilèges qui y sont attachés.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) qui est entré dans sa troisième phase le 12 août 2016. L'accès de ces populations à la citoyenneté, ainsi que la participation des élèves Baka aux examens officiels constituent un



motif de fierté et de satisfaction amplement relayé par les délégués départementaux des Affaires Sociales de la Kadey, du Haut-Nyong, ainsi que par les magistrats des tribunaux d'Abong-Mbang et de Batouri. Sur les 749 requérants, on dénombre 100 personnes à Atok, 253 à Doumé, 189 à Ndélélé, 135 à Nguelebok et 75 à Somalomo.

En rappel, le PDPP a pour objectif de veiller à ce que le processus de développement engagé favorise le respect total de la dignité, des droits de la personne et la culture des peuples autochtones. Initialement mis en œuvre dans 9 communes de la région du Sud (Akoum II, Niété,

Campo, Bipindi, Lolodorf, Lokoundjé, Djoum, Mintom et Oveng) pendant la première phase du projet, le PDPP s'est étendu dans 31 Communes pendant la deuxième phase dont 03 dans la Région du Centre, 11 dans la Région du Sud et 17 dans la région de l'Est. Il est mis en œuvre sur la base des plans d'action élaborés à la suite d'un diagnostic participatif et structuré, en plus d'un dispositif de coordination et de suivi-évaluation, autour de 05 composantes à savoir la citoyenneté, l'éducation, la santé, l'agriculture et la gestion des produits forestiers non ligneux, le dialogue intercommunautaire et la sécurisation foncière. ●

&gt; Est

## Bétaré-Oya a son complexe commercial

11 ouvrages ont été réceptionnés le 30 décembre 2016 pour un coût global de 159,81 millions de FCFA.

Ces équipements devraient accroître les recettes de la commune. Ce n'est pas tous les jours que les membres d'une commission de passation des marchés signent un procès-verbal sans réserve lors de la réception

d'un ouvrage. Pourtant, tel a été le cas le 30 décembre 2016 à Bétaré-Oya, lors de la réception d'un complexe commercial. C'est dire la qualité de l'ouvrage réalisé.

L'opération s'est déroulée sous la conduite du Responsable Régional du Suivi-Evaluation (RRSE) et du Cadre Chargé des Infrastructures (CCI), en présence d'un représentant de chaque entreprise prestataire, du maire de la commune de Bétaré-Oya et de tout son staff. Les membres de la commission de passation des marchés ont procédé à la réception provisoire de l'ensemble

des microprojets constitutifs du Complexe commercial.

Il s'agit, entre autres, de 02 hangars de marché de 36 comptoirs pour un total de 72 comptoirs, un hangar de 08 comptoirs pour boucherie, 01 bloc poissonnerie à 04 compartiments, 01 bâtiment comprenant 10 boutiques, Un bâtiment comprenant 05 boutiques, 01 magasin de stockage avec bureau, 01 bâtiment administratif, 01 puits équipé d'une pompe à motricité humaine, 02 blocs latrines à 03 compartiments chacun. En tout 11 ouvrages réceptionnés pour un coût global de 159,81 millions de FCFA.

Ainsi, la visite guidée a permis à chaque membre d'apprécier qualitativement et quantitativement les ouvrages réalisés, le respect des prescriptions techniques et du cahier de charges de chaque entreprise et l'évaluation de leur état de fonctionnalité. Au final, tous les membres de la commission auxquels se sont joints les conseillers municipaux de la localité, se sont dit satisfaits de la qualité des travaux réalisés. ●



&gt; Est

## La commune de Mindourou a son PIA 2017

Grâce à l'accompagnement de la Cellule régionale de coordination, l'exécutif municipal espère mieux tenir compte des aspirations des populations.

La commune de Mindourou dispose désormais d'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour l'exercice 2017, conformément à l'arrêté préfectoral qui indique que : « chaque année, le maire élabore un Plan d'Investissement Annuel (PIA) après évaluation de celui de l'année précédente ». Pour l'exécutif municipal, c'est un ouf de soulagement. C'est dans ce cadre que la Cellule régionale de coordination du PNDP pour la région de l'Est a organisé un atelier d'élaboration du PIA 2017 le 17 novembre 2016 à la Salle des actes de la commune de Mindourou. Cet atelier a permis



d'évaluer la mise en œuvre des solutions endogènes par les comités de concertation des villages de Mindourou ; évaluer le PIA 2016 et le CDMT ; mobiliser les ressources ; élaborer le PIA pour l'année 2017 et actualiser le cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) 2017-2019 de la Commune.

Au total, une quarantaine de participants dont l'exécutif communal de Mindourou, le

personnel communal, les sectoriels locaux, les présidents des comités de concertation, quatre conseillers municipaux, le chef service du développement local de la préfecture d'Abong-Mbang et un cadre de la délégation départementale du MINEPAT, ont pris part aux travaux. ●



&gt; Est

## Le Plan d'Investissement Annuel de Ngoyla est prêt

La commune s'est appuyée sur l'expertise de la cellule régionale de coordination de l'Est dans l'élaboration dudit document.

La Salle des actes de la Commune de Ngoyla a servi de cadre, le 4 novembre 2016, à l'atelier d'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA)

2017. Objectifs : évaluer la mise en œuvre des solutions endogènes par les comités de concertation des villages de la commune Ngoyla ; évaluer le PIA 2016 et le CDMT ; mobiliser les ressources ; élaborer le PIA pour l'année 2017 ; actualiser le cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) 2017-2019 de la Commune. Pour éviter les multiples dérives et écarts souvent constatés dans l'élaboration dudit document, source de retard dans son approbation et de difficultés dans sa mise en œuvre, une quarantaine de participants a été mobilisée. Entre autres, l'exécutif communal de Ngoyla,

le personnel communal, les sectoriels locaux, les présidents des comités de concertation, trois conseillers municipaux, le chef de service du développement local de la Préfecture d'Abong-Mbang et le responsable en charge du renforcement des capacités au PNDP-Est.

L'évaluation visualisée des activités programmées et réalisées des 2<sup>èmes</sup> et 3<sup>èmes</sup> années du CDMT, l'identification et l'analyse des causes de la non réalisation de toutes les activités programmées, les mesures correctives proposées et la prise en compte des solutions endogènes mises en œuvre par les comités de concertation des villages augurent de résultats meilleurs dans l'exécution du plan d'investissement annuel de la commune.

Le PIA, faut-il, le rappeler, constitue de manière pratique, le volet investissement du Budget communal. Cette activité nécessite donc un accompagnement assez rapproché du PNDP, du MINEPAT et de la tutelle des communes qu'est le MINATD, à travers la Préfecture. ●



> Littoral

**Les communes en quête de budgets réalistes**

Les maires ont été outillés afin d'éviter les multiples dérives et écarts constatés dans l'élaboration des budgets communaux.

Les Maires, Secrétaires Généraux, Receveurs municipaux, Cadres Communaux de Développement ou financiers des départements du Nkam et de la Sanaga Maritime maîtrisent mieux les ficelles qui conduisent à une planification locale dans laquelle les priorités des communautés sont effectivement prises en considération. Pour cela, ils ont participé à un atelier régional de renforcement des capacités des acteurs locaux sur l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA), l'actualisation du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et l'élaboration du budget communal. Organisé du 7 au 9 novembre 2016 à Edéa par la Cellule régionale de coordination du Littoral, cet atelier a permis d'accompagner les communes participantes dans l'élaboration de leur PIA 2017 et l'actualisation de leur CDMT. Résultat, pour chaque commune, un projet de budget réaliste, qui tient compte des réalités locales et des aspirations des populations pour l'exercice 2017. Articulés autour de deux activités, l'atelier a permis de faire l'évaluation du précédent PIA et du CDMT; l'actualisation des Cadres Logiques



des secteurs concernés par les activités réalisées des précédents PIA et CDMT; la mobilisation des ressources; l'élaboration du Plan d'investissement Annuel (PIA) pour l'année 2017; l'actualisation du CDMT de la Commune pour la période 2017-2019; l'évaluation environnementale stratégique sommaire du CDMT actualisé; l'élaboration du Plan de Passation des Marchés et d'assurer l'intégration du PIA 2017 dans le projet de Budget communal 2017. ●

entre les différents acteurs du développement au niveau local. Les travaux présidés par le Coordonnateur régional du PNDP, pour la région du centre, Thomas Ongon ont porté sur des exposés théoriques liés au budget communal et son arrimage au DSCE, la mobilisation des ressources, l'évaluation des précédents PIA et CDMT, leur actualisation, de même que l'élaboration des plans de passation de marchés, pour ne citer que ceux-là. S'agissant de l'élaboration du budget communal pour l'année 2017, les acteurs présents se sont assurés de la prise en compte dans le budget communal de tous les postes de recettes et de dépenses prévus par les exigences réglementaires de la décentralisation. Thomas Ongon a exhorté les secrétaires généraux, receveurs municipaux présents à remettre des PIA et des CDMT bien élaborés, votés par le conseil et approuvé par la tutelle avec copies insérées dans le PCD et transmises au PNDP. ●



(PIA) et du budget communal, ainsi que l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT). Ces différents outils sont issus du Plan Communal de Développement (PCD) qui est un instrument de prévision et de partenariat appelé à induire des changements dans le mode de gestion du développement au sein de la commune et en même temps promouvoir de nouveaux rapports

> Centre  
**Le PNDP renforce les capacités des acteurs**

Du 24 novembre au 02 décembre 2016, les capacités des acteurs locaux des communes de la région du Centre ont été renforcées à l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel

entre les différents acteurs du développement au niveau local. Les travaux présidés par le Coordonnateur régional du PNDP, pour la région du centre, Thomas Ongon ont porté sur des exposés théoriques liés au budget communal et son arrimage au DSCE, la mobilisation des ressources, l'évaluation des précédents PIA et CDMT, leur actualisation, de même que l'élaboration des plans de passation de marchés, pour ne citer que ceux-là. S'agissant de l'élaboration du budget communal pour l'année 2017, les acteurs présents se sont assurés de la prise en compte dans le budget communal de tous les postes de recettes et de dépenses prévus par les exigences réglementaires de la décentralisation. Thomas Ongon a exhorté les secrétaires généraux, receveurs municipaux présents à remettre des PIA et des CDMT bien élaborés, votés par le conseil et approuvé par la tutelle avec copies insérées dans le PCD et transmises au PNDP. ●



**Plus de renforcement de capacités des acteurs au cours du PNDP III**



**Pour la mise en oeuvre des solutions endogènes de développement**



*Ensemble, impulsons le développement local*



CNC, Nouvelle route Bastos, Face PNUD  
BP: 660 Yaoundé-Cameroun - Tél.: +237 222 213 664 - Fax: +237 222 213 663  
Email : pndp@pndp.org - Site web : www.pndp.org

# COMPRENDRE

## POUR MIEUX EXÉCUTER LE BIP 2017

Le budget de l'Etat de l'exercice 2017 s'inscrit dans la poursuite de la mise en oeuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Une concentration est faite sur le Plan d'Urgence Triennal (PLANUT), en droite ligne des Hautes Prescriptions du Chef de l'Etat. Le budget 2017 vise donc à accélérer la croissance économique et améliorer sensiblement le bien-être des populations, de manière à retrouver le scénario de référence du DSCE. Ainsi, le Budget de l'Etat au titre de l'exercice 2017 se chiffre à FCFA 4 659,7 milliards en Autorisation d'Engagement (AE) et FCFA 4 373,8 milliards en Crédit de Paiement (CP).

**Tableau 1 : Evolution du Budget de l'Etat (en milliards de FCFA)**

Exercice Budgétaire	2010	2011	2012	2013		2014		2015		2016		2017	
				AE	CP								
Budget Global	2 444,1	2 575,8	2 799,3	3 236,0	3 236,0	3 452,3	3 312,0	3 829,1	3 746,6	4 872,9	4 234,7	4 659,7	4 373,8
BIP en volume	598,8	680,0	792,2	1 450,3	957,0	1 140,3	1 000,0	1 232,5	1 150,0	2 151,7	1 525,8	1 873,5	1 586,9
<b>Part du BIP dans le Budget Global</b>	<b>24,50%</b>	<b>26,40%</b>	<b>28,30%</b>	<b>44,8%</b>	<b>29,6%</b>	<b>33,0%</b>	<b>30,2%</b>	<b>32,2%</b>	<b>30,7%</b>	<b>44,2%</b>	<b>36,0%</b>	<b>40,2%</b>	<b>36,3%</b>

Source : Loi de finances (2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017)

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2017, est de FCFA 1 873,5 milliards en Autorisations d'Engagement et FCFA 1 586,9 milliards en Crédits de Paiement. Ainsi, le BIP connaît une progression de 4 % en Crédits de Paiement, ce qui porte la part du BIP dans le budget global à 36,3 % contre 36,0 % en 2016, soit un accroissement de 0,3 point.

**Tableau 2 : Répartition du BIP en CP par Source de Financement (en milliards de FCFA)**

Source de Financement	Ext. 2014	Ext. 2015	Ext. 2016	Ext. 2017	Variation entre 2016 et 2017(%)
Ressources Internes	709,0	821,0	1 000,8	961,9	-3,9
RIO	688,0	697,2	578,0	613,6	6,2
RIO*	533,0	542,0	356,8	356,0	-0,2
FCP/TDD	21,0	10,0	8,0	80,0	900,0
FCP/DR	91,2	91,3	155,0	118,7	-23,5
RT	42,8	53,9	58,1	58,9	1,4
RIS (C2D)	21,0	27,8	27,8	33,3	19,9
PTSJ	-	-	-	25,0	-
PLANUT	-	66,0	275,0	260,0	-5,5
CAN	-	30,0	120,0	30,0	-75,0
Ressources Externes	291,0	425,0	525,0	625,0	19,0
<b>Total</b>	<b>1 000,0</b>	<b>1 246,0</b>	<b>1 525,8</b>	<b>1 586,9</b>	<b>4,0</b>

Source : MINEPAT/DPIP

**Tableau 3 : Répartition du BIP en CP par Secteur (en milliards de FCFA)**

Secteurs	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Poids relatif 2017
Infrastructures	464,0	639,2	981,8	1 001,1	63,1%
Production et commerce	117,0	151,2	152,0	145,6	9,2%
Santé	76,5	100,4	132,5	135,1	8,5%
Dépenses communes	108,4	78,1	60,3	97,9	6,2%
Enseignement, formation et recherche	66,9	71,8	60,6	74,1	4,7%
Administration générale et financière	68,9	45,9	40,9	70,4	4,4%
Souveraineté	47,2	60,5	28,2	24,1	1,5%
Défense et sécurité	14,6	64,9	49,5	22,0	1,4%
Affaires sociales et emplois	18,9	17,3	15,2	11,6	0,7%
Communication, culture, loisir et sport	17,6	16,7	5,0	5,1	0,3%
<b>Total</b>	<b>1 000,0</b>	<b>1 246,0</b>	<b>1 525,8</b>	<b>1 586,9</b>	<b>100,0%</b>

Source : MINEPAT/DPIP

**BIP** : Budget d'Investissement Publics  
**AE** : Autorisation d'Engagement  
**CP** : Crédit de Paiement  
**PLANUT** : Plan d'Urgence Triennal  
**CAN** : Coupe d'Afrique des Nations  
**RIS** : Ressources Internes Spéciales

**FCP/TDD** : Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes  
**FCP/DR** : Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles  
**RIO** : Ressources Internes Ordinaires  
**RIO\*** : RIO hors FCP/TDD, FCP/DR et RT  
**PTSJ** : Plan Triennal Spécial Jeunes



Une publication du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT).  
 B.P. 660 Yaoundé - [www.minepat.gov.cm](http://www.minepat.gov.cm)  
 Tél. (237) 222 220 922 - Fax (237) 222 236 607